



DEPARTEMENT DE LA LOIRE

Commune de BELLEGARDE-EN-FOREZ

Zone d'activités les Vorzines

AMENAGEMENT D'UNE ZONE D'ACTIVITES

ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

NOTICE EXPLICATIVE

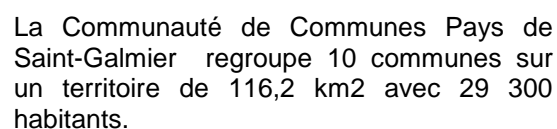
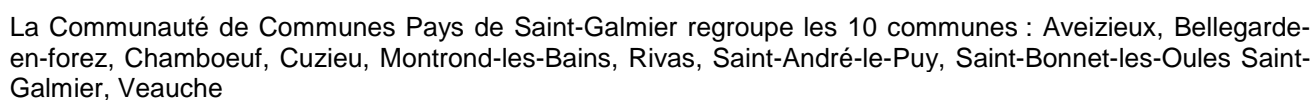
Communauté de Communes Pays de Saint Galmier
33 avenue Jean Monet
42330 SAINT-GALMIER

SOMMAIRE

<u>Préambule</u>	p. 4
La Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier	p. 4
<u>1/ Objet de l'opération</u>	p. 6
<u>2/ Justification de l'opération</u>	p. 6
2.1 Une stratégie économique élaborée à l'échelle intercommunale	p.6
2.1.1 Etude préalable au schéma de développement économique	p. 7
2.1.2. Renforcer l'offre d'accueil par de nouvelles offres foncières immobilières	p. 8
2.1.3. Les conclusions du Schéma des zones artisanales de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER	p. 9
2.2 Activité économique de Bellegarde-En-Forez et problématiques des artisans en place	p. 10
2.3 Développement durable	p. 12
2.4 Justification géographique	p. 12
2.5 Justification foncière : maîtrise des sols	p. 13
<u>3/ Description du site et de son environnement</u>	p. 14
3.1 Les sites naturels d'inventaires	p. 14
3.1.1 La ZICO	p. 14
3.1.2 La vaste ZNIEFF du type II « la plaine du Forez »	p. 15
3.2 Habitats naturels et espèces présents sur le site	p. 15
3.2.1 Données	p. 15
3.2.2 Notion de patrimonialité	p. 15
3.2.3 Description des habitats présents sur la zone d'étude	p. 16
3.2.4 Intérêt patrimonial des habitats présents et de la flore	p. 17
3.2.5 Faune fréquentant la zone	p. 18
3.3 Agriculture	p. 20
3.4 Les réseaux	p. 22
3.5 Périmètres de protection des captages	p. 23
3.6 Réseaux Infrastructures déplacements	p. 24
3.7 Archéologie	p. 24
3.8 Protection des sites et des monuments historiques	p. 25
3.9 Présence d'un corridor	p. 25
3.10 Topographie	p. 25
3.11 Géologie et hydrologie	p. 26
3.12 Climat	p. 26

<u>4/ Situation vis-à-vis des documents d'urbanisme en vigueur</u>	p. 27
4.1 Situation par rapport au POS	p. 27
4.1.1 Caractère de la zone NAf	p. 28
4.1.2 Caractère de la zone NC	p. 28
4.2 Situation par rapport au SCOT	p. 29
<u>5/ Principes d'aménagement retenus</u>	p. 30
5.1 Le choix de la localisation de la zone artisanale sur Bellegarde en Forez	p. 30
5.1.1 L'étude des scénarii	p. 30
5.1.2 Le choix du scénario retenu	p. 32
5.2 Schéma d'aménagement de la zone	p. 34
5.2.1. Carrefour voirie stationnement	p. 34
5.2.2. Collecte et traitement des eaux usées	p. 35
5.2.3. Collecte et traitement des eaux pluviales	p. 36
5.2.4. L'eau potable	p. 36
<u>6/ Les raisons pour lesquelles du point de vue de l'insertion dans l'environnement le projet soumis à l'enquête a été retenu</u>	p. 39
6.1 Maintien d'un corridor	p. 39
6.2 Aménagement d'une haie champêtre et préservation des arbres	p. 39
6.3 Limitation des nuisances avec les riverains	p. 40
6.4 Aménagement paysager	p. 40
6.5 Prescriptions architecturales	p. 40
6.6 Constructions	p. 40
6.7 Mare et fossé	p. 40
6.8 Les émissions lumineuses	p. 40
6.9 Préservation des entreprises agricoles	p. 41
6.10 Entretien des noues et bassin	p. 41
6.11 Le SDAGE et le SAGE	p. 41
6.13 Ambroisie	p. 42
<u>9/ Informations juridiques et administratives</u>	p. 44
7.1 Textes régissant l'enquête	p. 44
7.2 Insertion de l'enquête dans la procédure	p. 44
<u>8/ Conclusion</u>	p. 46

Porteur de l'opération : La Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier



Les compétences exercées par la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier sont multiples et comprennent notamment, entre autres, celles concernant :

- **l'aménagement de l'espace communautaire**

Étude, élaboration, approbation, révision, publication et suivi des ZAC, SCOT, droit de préemption urbain, aménagement rural, aménagement du territoire,...

- **le développement économique**

Aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique déclarées d'intérêt communautaire

- **la protection et la mise en valeur de l'environnement**

Amélioration du cadre de vie...

- **les services à la personne, notamment enfance et jeunesse, petite enfance**

- **le développement touristique du territoire**

La Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier met en œuvre depuis 2011 un plan d'actions communautaires complété par schéma territorial de développement économique (STDE) actualisé en 2013 (suite à un changement de périmètre) qui a pour ambition de définir une stratégie à 10 ans, reflet des volontés et des coopérations locales, traduite dans un plan opérationnel de développement axé sur cinq grands objectifs :

- 1- Consolider de façon durable le développement économique, agricole et touristique de la communauté.
- 2- Diversifier et compléter les offres pour répondre à des nouvelles demandes de déplacements
- 3- Offrir des conditions d'habitats adaptées à tous les besoins
- 4- Construire une communauté au service des habitats et de leur qualité de vie et d'environnement
- 5- Renforcer l'identité communautaire et la mutualisation.

Pour élaborer sa stratégie, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER a choisi de retenir les partis-pris forts suivants:

- Agir de façon plus coordonnée, plus solidaire, mieux organisée
- Positionner son action en anticipation
- Assurer une répartition économique équilibrée et adaptée d'entreprises en tirant le meilleur parti des zones d'activités existantes et en créant une offre d'accueil diversifiée et de qualité en capacité de répondre aux besoins économiques du territoire
- Renforcer les relations avec les entreprises dans une logique sectorielle mais aussi transversale afin notamment de mieux connaître leurs besoins, leurs fonctionnements et les emplois.
- Préserver les espaces agricoles
- Assurer l'accès à des services de proximité de qualité
- Renforcer la qualité de vie

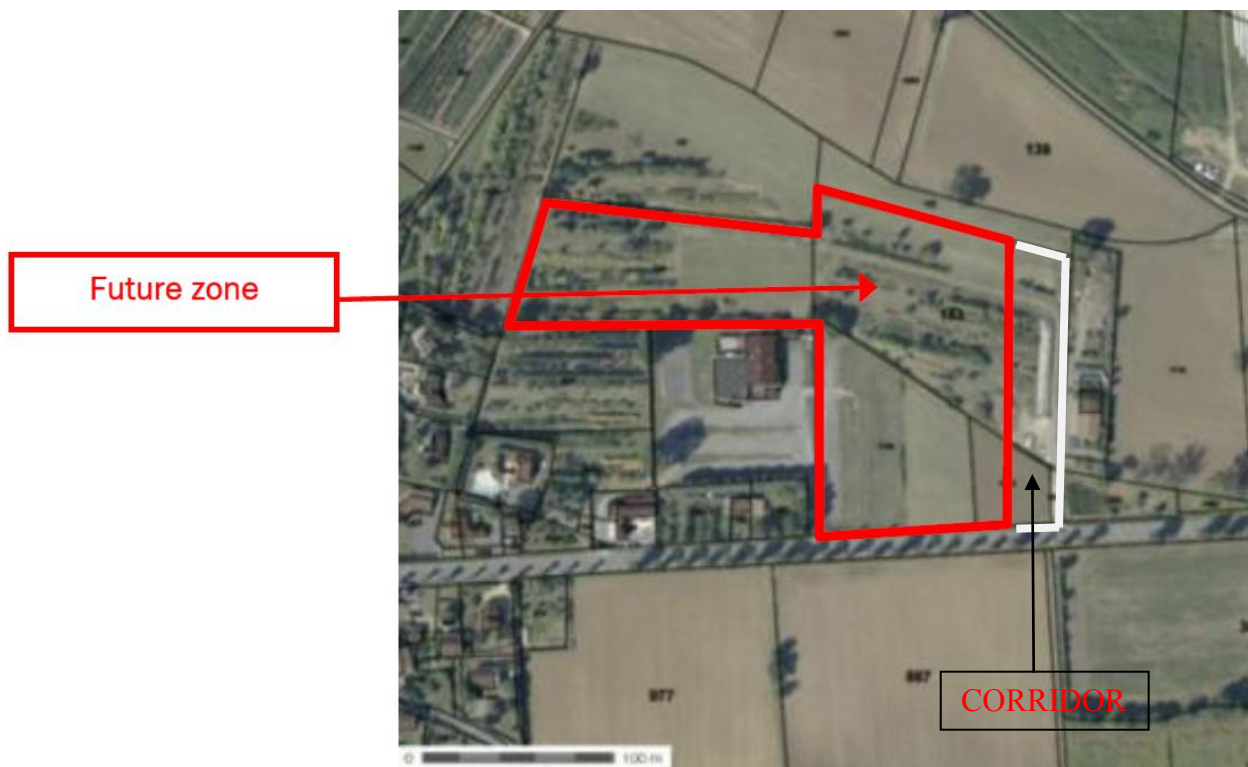
Dans sa stratégie de développement économique, la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier aménage trois types de zones d'activités :

- **ZAE structurantes**
- **ZAE d'équilibre**
- **Pôles de services**

Compte tenu de la raréfaction du foncier aménagé, de la forte demande endogène et exogène pour l'accueil d'entreprises, de la volonté de maintenir le tissu économique existant et de développer l'emploi sur son territoire, la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier a décidé d'engager différentes opérations d'aménagement, l'extension de la zone d'activités des Murons et celle de Bellegarde-en-Forez.

1/ OBJET DE L'OPERATION

Dans le cadre de sa mission relative au développement économique, la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier a décidé de réaliser une opération d'aménagement d'une zone d'activités sur la commune de Bellegarde-en-Forez, au lieu dit les Vorzines, secteur limitrophe à la commune de Saint-André-le-Puy.



Le projet d'aménagement de la zone d'activités les Vorzines vise plusieurs objectifs. Le principal est de dynamiser l'économie de la zone Nord du territoire intercommunal en proposant des tènements de taille limitée pour l'implantation d'artisans. La stratégie de développement des zones d'activités locales a été définie par l'intercommunalité dans un schéma des zones artisanales permettant de localiser les futures zones en cohérence avec des besoins clairement identifiés. Ce schéma a été réalisé en 2011.

La zone devra permettre l'accueil d'entreprises artisanales sur des parcelles de taille limitée, son périmètre s'étend sur une emprise initiale d'environ 2,5 hectares augmenté d'un corridor vert de 0.3 ha.

Le projet d'aménagement de la zone d'activités artisanales au lieu dit les Vorzines s'inscrit à proximité d'une discothèque et d'une entreprise de pépinière. La RD 1089 longe le site au Sud, la rue Maurice Ravel à l'Ouest et la rue de la Font à l'Est.

Pour l'heure, il existe trois accès sur le secteur. Un accès à la pépinière, un accès à la discothèque et un accès à l'exploitation agricole.

Au regard de cette configuration, l'organisation viaire proposée vise à sécuriser les accès en créant un accès unique sécurisé par la mise en place d'un tourne à gauche.

2/ JUSTIFICATION DE L'OPERATION

2.1 UNE STRATEGIE ECONOMIQUE ELABOREE A L'ECHELLE INTERCOMMUNALE

Construit sur le constat d'un territoire devient chaque année de plus en plus intensément résidentiel, la stratégie économique souhaitée par la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER poursuit avant tout l'objectif de pérenniser et de créer de nouveaux emplois. En effet, face à l'évolution démographique estimée dans les 10 prochaines années, les élus souhaitent conserver la vitalité et le dynamisme économique du territoire en créant de nouveaux emplois et de nouvelles activités.

Par ailleurs, la Communauté de Communes accueille de grandes entreprises industrielles concentrant une grande partie des emplois. L'enjeu de leur pérennité et de leur ancrage au territoire est primordial.

Recherché pour la qualité de son cadre de vie, la proximité des services et des infrastructures liées au développement des agglomérations voisines de Saint-Etienne et Montbrison, le territoire présente des atouts indéniables pour les entreprises.

Ces différentes études ont permis de confirmer l'opportunité de proposer des terrains viabilisés pour permettre l'accueil de nouvelles entreprises sur le territoire de la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier, elles ont également confirmé la pertinence du choix du site, en continuité de la zone d'activités existantes de Bellegarde-en-Forez et en relation directe avec les grandes infrastructures de transport de la Loire ; Elles ont permis de vérifier la faisabilité technique et économique de l'opération sur le site choisi.

Le développement des territoires doit pouvoir s'appuyer sur une offre foncière et immobilière répondant aux besoins des entreprises qui souhaitent s'implanter et/ou se développer. Les espaces d'accueil des entreprises sont les vecteurs majeurs d'implantation et de développement des entreprises sur un territoire.

Ces espaces doivent répondre à la demande des entreprises selon leur type d'activités, leur besoin en surfaces, le trafic qu'elles génèrent... La Communauté de Commune souhaite donc se mobiliser pour répondre aux besoins des entreprises dont le marché est en tension (notamment les artisans) et anticiper les besoins des entreprises. L'utilisation économe de la ressource foncière et la mise en œuvre d'un aménagement durable guidera l'ensemble des actions mises en œuvre.

Le schéma d'accueil économique constitue ainsi le support de référence spatial pour la mise en œuvre du schéma territorial de développement économique en définissant :

- La cohérence et l'organisation des espaces économiques existants entre eux ;
- Le positionnement d'offres foncières et immobilières nouvelles

2.1.1 - Etude préalable au schéma de développement économique

Dans le but d'une bonne organisation et gestion de ces zones, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER a établi un schéma de développement des zones artisanales permettant de connaître les besoins, les attentes, de définir les dimensionnements des zones nécessaires, leur localisation, leur programmation.

Ce schéma de développement économique a été réalisé en 2011, actualisé en 2013 et validé lors du bureau communautaire en date du 17/04/2013.

Afin de qualifier et de quantifier le besoin en foncier et immobilier des artisans, une enquête a été menée auprès de ces derniers.

L'étude se base sur les 102 questionnaires retournés par les artisans : 26 sur Andrézieux-Bouthéon, 1 sur Aveizieux, 4 sur Bellegarde-en-Forez, 2 sur Chamboeuf, 4 sur Cuzieu, 9 sur La Fouillouse, 11 sur Montrond-les-Bains, 3 sur Saint-André-le-Puy, 1 sur Saint-Bonnet-les-Oules, 16 sur Saint-Galmier, 25 sur Veauche.

La dynamique économique et de l'emploi se fait en grande partie avec les TPE et les PME : le territoire compte 3351 établissements dont 60% n'ont pas de salarié, et 95% emploient moins de 20 salariés. Le nombre d'artisans est estimé à 785.

Les orientations et conclusions de ce schéma sont les suivantes :

- 46 % des 102 artisans, soit 47 artisans, ayant répondu au questionnaire ont exprimé un besoin soit en nouveaux locaux (40 artisans) soit en agrandissement (7 artisans),
- 38 % des artisans ayant exprimés un besoin estiment que leurs locaux sont inadaptés à leur activité,

- 47,5 % des artisans ayant un besoin (19 artisans) souhaitent s'installer dans de nouveaux locaux à court terme (moins de 2 ans) et 52,5 % souhaitent s'installer dans de nouveaux locaux à plus long terme (2-4 ans),
- 90 % des artisans exprimant un besoin souhaitent s'installer dans une zone artisanale,
- 80 % des artisans ayant un besoin et 63 % des artisans n'ayant pas de besoin estiment que la localisation de leur entreprise a une influence sur leur activité,
- 75 % des artisans ayant un besoin expriment une exigence de visibilité,

Les artisans exprimant un besoin d'installation dans de nouveaux locaux souhaitent en premier lieu s'installer sur leur commune d'implantation initiale (57,5 %).

Sur Bellegarde-en-Forez, il ressort que :

- cinq artisans (trois de Bellegarde-en-Forez, un de Saint-Galmier et un de Saint-André-le-Puy) exprimant un besoin souhaitent une installation dans de nouveaux locaux,
- sur les cinq artisans exprimant un besoin de changement de locaux, quatre envisagent une installation à court terme (moins de deux ans) et un à moyen terme (dans plus de deux ans).

2.1.2 . - Renforcer l'offre d'accueil par de nouvelles offres foncières et immobilières

Il s'agit de répondre aux carences et aux évolutions des marchés et aux demandes des entreprises :

- Des tensions pour les créateurs d'entreprises et des besoins d'accompagnement
- Le développement à venir très fort du télétravail
- Des demandes d'entreprises artisanales non satisfaites
- Des offres tertiaires faibles au regard de la dynamique des secteurs des services.

A court / moyen terme:

ZAC des Murons 2

La poursuite des études et de l'aménagement de la ZAC des Murons 2 est une action phare sur le court et moyen terme. Celle-ci est amenée à être la future zone structurante de très haute qualité de la CCPSG, vitrine du développement économique sur le territoire

Hôtel d'entreprises :

La création d'hôtels d'entreprises est une solution pour apporter une offre immobilière adaptée aux besoins des créateurs ou jeunes entreprises en développement lors des premières années. Cet équipement permet de fournir une offre en location de courte durée, de qualité, à des tarifs intéressants sans service dédiés

- Localisation : sur ZAE avec facilité d'accès et visibilité

- Des programmes tertiaires en centre ville /centre bourg. Les services aux particuliers sont en forte croissance. Les immeubles existants en centre ville ne paraissent pas aux normes standards attendus par les entreprises de services.

Des programmes tertiaires, situés en centre ville/ centres bourgs, viendraient renforcer l'attractivité et proposer des services aux habitants.

Les conditions de réussite de ce type de projet sont : un prix attractif, du locatif, un accès et un stationnement aisé. La présence de commerces en rez de chaussée peut être envisagée.

- Localisation : saisir les opportunités immobilières ou foncières s'offrant dans les centres de ville/centre bourgs

- Zones Artisanales

Pour répondre à la forte demande des artisans, des petites zones artisanales devront mailler le territoire, elles devront répondre à la demande en termes de prix, de modularité et de facilité d'accès. Elles devront atteindre un niveau qualitatif environnemental et paysager élevé et respecter les principes d'aménagement durable:

Localisation à envisager suite à étude des besoins exprimés des artisans et des opportunités foncières.

A plus long terme :

- Création d'une nouvelle zone d'activités structurante

Elle devra s'envisager en extension de la Zone de l'Orme les Sources sur la commune de Veauche. Ce secteur très accessible en proximité direct du RD100, de la future déviation de St Galmier et de l'aéroport est doté d'équipements primaires permettant d'envisager une extension.

Il conviendra alors d'étudier finement le positionnement économique au regard notamment des nouveaux standards attendus (parcs d'activités).

Avec l'arrivée de l'A89 dans les prochaines années, une attention particulière devra être portée au secteur Nord du territoire, et étudier notamment si une nouvelle zone (création ou extension) serait pertinente.

- Création d'une pépinière d'entreprises

Cet équipement associe une offre immobilière spécifique à des services d'accompagnement dédiés à la création et au début d'activité de l'entreprise.

Elle nécessite donc un fort engagement de collectivité. La création d'une pépinière d'entreprises, avec cellules pour des ateliers, semblerait pertinente au regard du niveau de création d'activité. Un secteur d'activité en lien avec les priorités stratégiques retenues alors pourrait être privilégié.

Cet outil pourrait également être élargi à l'accueil de télétravailleur dans le cadre d'une politique de promotion de ce mode d'organisation du travail.

Localisation : à étudier à proximité des lieux de vie, avec facilité d'accès et visibilité

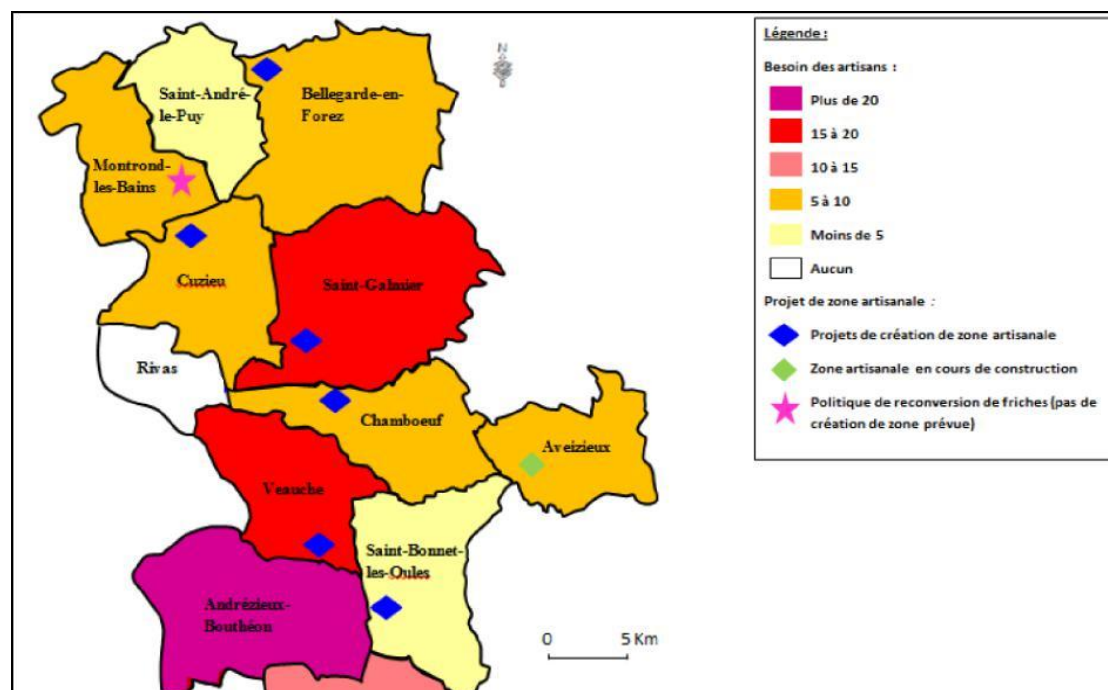
2.1.3 - Les conclusions du Schéma des zones artisanales de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER

Afin de répondre aux besoins en termes de développement de zones artisanales, la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER a identifié six sites potentiels d'accueil : Bellegarde-en-Forez, Chamboeuf, Cuzieu, Saint-Bonnet-les-Oules, Saint-Galmier, Veauche.

Le site de Bellegarde-en-Forez, au vu de sa localisation, permet de répondre aux besoins recensés sur les communes de Bellegarde-en-Forez et de Saint-André-le-Puy.

La zone des Vorzines fait partie des ZAE d'équilibre. En forte complémentarité avec les zones structurantes, les sites d'équilibre poursuivent avant tout l'objectif de répondre à la demande locale. Ces zones d'activités se doivent également d'être des zones emblématiques de qualité.

Ces ZAE sont destinées à assurer un maillage économique du territoire.



Ce site a été choisi puisqu'il répond aux besoins de plusieurs artisans: déplacements de plusieurs artisans implantés sur Bellegarde-en-Forez, et cela permet de répondre aussi aux demandes de Saint-André-le-Puy, commune limitrophe.

La zone artisanale de Bellegarde-en-Forez pourrait être l'une des premières à voir le jour au vu des besoins urgents de délocalisation de certains artisans de la commune.

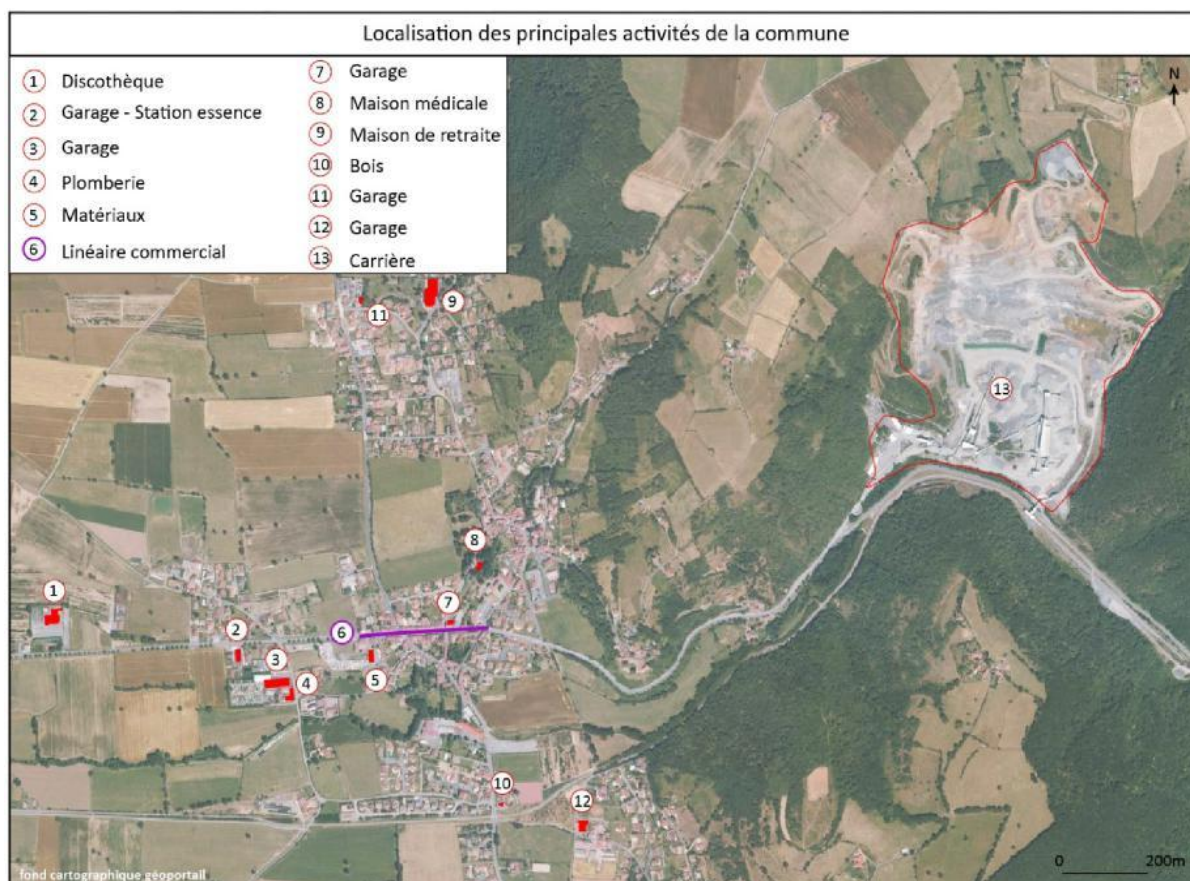
La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER a fait réaliser une étude de faisabilité sur chaque site identifié par le schéma afin de prévoir concrètement les aménagements à réaliser, les contraintes, les impacts environnementaux, l'estimation du coût des travaux, et la faisabilité de l'opération...

2.2 - ACTIVITE ECONOMIQUE DE BELLEGARDE-EN-FOREZ ET PROBLEMATIQUES DES ARTISANS EN PLACE

La commune de Bellegarde-en-Forez est une commune accueillant une centaine d'établissements (entreprises, administrations, exploitations agricoles...) proposant 341 emplois en 2009. Le nombre d'actifs ayant un emploi est estimé à 782 à la même date. Même si le nombre d'emplois a augmenté entre 1999 et 2009 il n'a pas suivi l'évolution croissante du nombre d'actifs. Il en découle une baisse de l'indicateur de concentration de l'emploi : il y a moins d'1 emploi pour 2 actifs ayant un emploi résidant.

	1999	2008	2009
Nombre d'emplois	300	350	341
Actifs ayant un emploi	572	771	782
Indicateur de concentration de l'emploi	52,4 %	45,4 %	43,60 %

Les activités de la commune ne sont pas regroupées au sein d'une zone organisée mais nombre d'entre elles se sont installées dans le Bourg, de part et d'autre de l'axe principal qu'est la RD1089 : les commerces, les activités artisanales, les services... D'autres activités se sont implantées en retrait sur Bourg Chanin et le secteur de la Gare. D'une manière évidente, les exploitations agricoles se sont installées sur l'ensemble du territoire, elles sont au nombre de 13 à être des exploitations professionnelles.



La localisation en plein centre-bourg de plusieurs activités pose certaines difficultés. Cela concerne plus particulièrement le garage automobile (n°7 sur la carte) situé au carrefour de la RD1089 et du chemin Neuf en plein cœur du Bourg.

Cette activité rencontre diverses difficultés. Il semble complexe d'envisager des extensions ou des adaptations des locaux sur site. Des extensions s'avèrent pourtant nécessaires pour le garage automobile qui se trouve dans des bâtiments anciens, inadaptés aux besoins actuels. L'organisation de cette dernière activité est rendue difficile par la configuration du site sur lequel elle est implantée. C'est pourquoi, de nombreux véhicules liés à cette activité sont stationnés sur l'espace public le long de la RD1089, le long du Chemin Neuf, et sur le parc public situé devant l'école.



Chemin neuf – Garage

La localisation de cette activité pose des problèmes de fonctionnement pour elle-même mais est aussi facteurs de nuisances pour le fonctionnement du Bourg.

En effet, les places de stationnement du centre-bourg utilisées par le garage de façon permanente sont autant de places en moins pour les visiteurs à destination des commerces, services et équipements du Bourg. Ceci pose des problèmes pour la vitalité et la dynamique du Bourg et de ses activités commerciales. De plus, des véhicules stationnent en partie sur la voie le long du Chemin Neuf ce qui complique les déplacements des piétons et des personnes à mobilité réduite. Cela engendre des problèmes de sécurité et de visibilité pour la traversée de la RD1089. La commune a réalisé une étude d'aménagement global de Bourg (EAGB) et a la requalification de la traversée de la RD1089 en collaboration avec le Conseil Général. Cet aménagement a permis d'aménager les espaces publics et sécuriser les déplacements modes doux. Il est donc nécessaire de libérer ces espaces de véhicules tampon liés à cette activité économique.

Ces activités en plein centre-bourg sont aussi sources de nuisances: sonore pour les habitants, mais aussi visuelle puisque ce type d'activités ne correspond pas véritablement à l'image des activités de proximité qu'accueille un centre.

Au vu de ces différentes difficultés rencontrées par les activités et des contraintes qu'elles engendrent pour le fonctionnement, l'aménagement et l'image du Bourg, il s'avère donc nécessaire de leur donner la possibilité de se déplacer.

Leur délocalisation permettra d'évoluer sur un site adapté et permettra également de libérer ce secteur stratégique puisque situé en plein centre-bourg. La commune pourrait alors envisager des opérations de renouvellement urbain par la mise en œuvre de véritables opérations d'ensemble, denses avec une mixité des fonctions ce qui est tout à fait adapté en centre-bourg et répond aux orientations des lois SRU et Grenelle.



La création d'une zone artisanale sur la commune permettra la délocalisation du garage qui en éprouve le besoin de façon urgente. Cela est en accord avec le schéma intercommunal des zones artisanales.

La réalisation de la zone répond aux besoins de cette entreprise de Bellegarde-en-Forez, mais cela permettra aussi à d'autres entreprises des communes voisines de trouver une implantation cohérente, notamment aux artisans de Saint-André-le-Puy.

En termes de superficie nécessaire, les besoins recensés s'élèvent autour de 2 hectares nets hors parking et voirie.

2.3 DEVELOPPEMENT DURABLE

Le développement économique du territoire passe par l'exploitation raisonnée des richesses naturelles et de son positionnement privilégié.

Les mobilités domicile-travail constituent donc un enjeu majeur en termes de développement durable. Elles soulèvent des questions économiques et environnementales, relevant aussi des transports ou de l'aménagement du territoire. La population du Pays de Saint Galmier a beaucoup augmenté et est aujourd'hui de 29 300 habitants, il y a nécessité de favoriser les créations d'emploi et ainsi limiter ainsi les déplacements domicile travail.

La Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier porte une plus large réflexion sur l'accueil et le choix des entreprises, notamment en favorisant le développement des entreprises endogènes, les entreprises créatrices d'emploi et complémentaires à d'autres.

2.4 JUSTIFICATION GEOGRAPHIQUE

En ce qui concerne le développement économique, le pays de Saint Galmier bénéficie d'une position géographique attractive.

La zone des Vorzines dispose d'une localisation le long d'un axe principal de communication la RD1089 en direction de Lyon et offre au site une vitrine potentielle, point fort pour les artisans en termes de visibilité et d'attractivité.

2.5 JUSTIFICATION FONCIERE : MAITRISE DES SOLS

Les acquisitions sont en cours mais déjà la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier a identifié des réticences de la part de certains propriétaires. La collectivité doit pouvoir avoir la maîtrise complète du foncier pour la réalisation de son projet.

Le Pays de Saint-Galmier de par son attrait attire de nombreuses entreprises souhaitant s'installer mais aujourd'hui la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier ne peut satisfaire aux demandes faute d'espace ouvert aux activités économiques.

3/ DESCRIPTION DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

Le lieu d'implantation du projet de ZA se situe à 700 m à l'Ouest du bourg de Bellegarde-en-Forez, au lieu-dit Les Vorzines, dans la plaine du Forez. Il s'étend sur un triangle formé par :

- Au Sud : la RD1089 reliant Bellegarde à Montrond-les-Bains ;
- A l'Ouest : la voie communale rue Maurice Ravel, qui fait la limite communale avec St-André-le-Puy, et en particulier le hameau de St-André ;
- A l'Est : la rue de la Font et des bâtiments d'une pépinière.

L'altitude varie de 374 m à 378 m du Nord au Sud et de 383 m à 373 m d'Est en Ouest. Les eaux s'écoulent donc en direction de l'Ouest vers la Loire.

3.1 LES SITES NATURELS D'INVENTAIRES

Le secteur des Vorzines n'est pas inscrit au sein de périmètres d'inventaire et de protection environnementale à forte biodiversité comme cela peut être le cas de certains espaces naturels de la Plaine du Forez. Il appartient toutefois au périmètre de la vaste ZNIEFF de type II « la plaine du Forez ».

La zone Natura 2000 la plus proche est distante d'environ 2 km, elle concerne des milieux typiques de la plaine de la Loire.

Les différents inventaires du patrimoine naturel (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique ou ZNIEFF de type I et II ; Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux ou ZICO) permettent de mettre en évidence les territoires riches du point de vue écologique.

La zone des Vorzines s'inscrit dans le grand ensemble écologique de la Plaine du Forez, qui est traversée par le fleuve Loire. Elle est concernée par la ZICO Plaine du Forez et la ZNIEF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) de type II Plaine du Forez.

Tableau 1. Liste des espaces naturels d'inventaires à moins de 3 km du projet

Nom des espaces naturels	Statut	Distance à la zone d'étude	Surface
Plaine du Forez	ZICO RA 09	0 km (incluse)	80 850 ha
Plaine du Forez	ZNIEFF de type II n° 4209	0 km (incluse)	63 011 ha
Etangs de Cuzieu et de St-Galmier	ZNIEFF de type I n°42090015	2,5 km au Sud	309 ha
Fleuve Loire et annexes fluviales de Grangent à Balbigny	ZNIEFF de type I n°42090026	3,7 km à l'Ouest	1 804 ha
Vallée de l'Anzieux	ZNIEFF de type I n° 42100002	1,9 km à l'Est	464 ha

3.1.1 - La ZICO

La ZICO Plaine du Forez se superpose en grande partie à la ZNIEFF de type II du même nom. Elle concerne les milieux suivants : étangs d'eau douce, marais, prairies humides, forêts (Chêne pédonculé, Pin sylvestre...), landes, cultures, cours de la Loire et ripisylves. D'après la fiche ZICO n°RA09 (DREAL Rhône-Alpes), l'intérêt ornithologique de la zone réside dans l'accueil d'effectifs importants pour les espèces suivantes :

- Héron cendré (cent.), Blongios nain (<10c.), Butor étoilé (<10 c.), Bihoreau gris (>40 c.), Héron pourpré (25-40 c.), Faucon hobereau (diz.), Grand-duc d'Europe (<10 c.), Milan noir (diz.), Milan royal (>20 c.), Bondrée apivore, Busard des roseaux (diz.), Busard cendré (<10 c.), Circaète Jean-le-Blanc (<10 c.), Oedichème criard (diz.), Guifette moustac (>100 c.), Guifette noire (<10 c.), Martin-pêcheur, Pie-grièche écorcheur et Engoulevent d'Europe sont les espèces nicheuses les plus remarquables.

- Nette rousse (>50 c.), Canard chipeau (>200 c.), Fuligule milouin (cent.), Grèbe huppé (cent.) et Grèbe à cou noir (>300 c.) témoignent de l'importance internationale du site pour la nidification des oiseaux d'eau.

- Canard colvert (500-1000), Sarcelle d'hiver (cent.), Fuligule milouin (cent.), Foulque macroule (milliers), Faucon pèlerin et Faucon émerillon en hivernage.
- Grande Aigrette, Cigogne blanche, Grue cendrée, Balbuzard pêcheur, Pygargue à queue blanche et Cygne de Bewick observés en migration.

3.1.2 - La vaste ZNIEFF de type II "la plaine du Forez"

Encadrée par les Monts du Forez et ceux du Lyonnais, la plaine du Forez est surtout connue pour ses étangs mais aussi pour ses caractéristiques générales : elle associe aux zones humides des espaces modérément artificialisés d'herbages, de boisements ou de bocage qui garantissent la cohérence de cet ensemble.

On peut noter en matière de flore de nombreuses espèces de zones humides : Fluteau à feuille de Parnassie, Laïche à épi noir, Gratiola officinale...

La faune comporte également de nombreux éléments remarquables qu'il s'agisse de l'avifaune, des batraciens, des chiroptères et des odonates.

La faune est très riche, qu'il s'agisse de l'avifaune nicheuse (nombreux ardéidés, anatidés dont le Canard chipeau ou la Nette rousse, Busard des roseaux, Grèbe à cou noir, Mouette rieuse, Guifette moustac et Guifette noire, fauvettes paludicoles...), des batraciens (Crapauds accoucheur et calamite, Pélodyte ponctué, Rainette verte, Sonneur à ventre jaune, Triton crêté...), des poissons (Bouvière, Brochet, Ombre commun, Lamproie de Planer), des chiroptères ou des insectes (nombreuses libellules). L'importante nappe phréatique de la plaine de la Loire recèle elle-même une faune spécifique, à base d'invertébrés aquatiques aveugles et dépigmentés.

3.2 HABITATS NATURELS ET ESPECES PRESENTS SUR LE SITE

3.2.1 - Données

Deux passages d'inventaire portant sur la faune, la flore et les habitats de la zone d'étude ont été réalisés les 11 et 26 juin 2012 dans le cadre du diagnostic foncier.

Les données bibliographiques disponibles (base données Chloris du CBNMC, fiches descriptives ZNIEFF,...) ont été au préalable consultées afin de rechercher, selon les habitats présents, les espèces patrimoniales potentielles.

3.2.2 - Notion de patrimonialité

La valeur patrimoniale des espèces a été établie en retenant les espèces à enjeu de conservation (menacées et/ou protégées), inscrites sur les listes publiées suivantes :

Directives européennes : annexe I de la Directive Oiseaux du 2 avril 1979, annexes II et IV de la Directive Faune-Flore-Habitats du 21 mai 1992 ;

Arrêtés de protection nationale : arrêtés ministériels du 29 octobre 2009 relatifs aux oiseaux, du 23 avril 2007 relatif aux mammifères terrestres, aux insectes et aux mollusques, du 19 novembre 2007 relatif aux amphibiens et reptiles, du 20 janvier 1982 et du 31 octobre 1995 fixant la liste des espèces végétales protégées;

Arrêtés de protection régionale : arrêté du 9 mai 1994 relatif à la flore protégée en PACA ;

Listes rouges nationales UICN, Livre rouge de la Flore menacée de France et listes rouges régionales existantes ;

Liste des espèces et habitats déterminants ou remarquables de l'inventaire ZNIEFF 2^{ème} génération de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les habitats naturels considérés comme patrimoniaux sont ceux :

- d'intérêt communautaire, figurant à l'annexe I de la Directive Faune-Flore-Habitats du 21 mai 1992 ;
- d'intérêt régional, inscrits sur la Liste des espèces et habitats déterminants ou remarquables de l'inventaire ZNIEFF 2^{ème} génération de PACA.

3.2.3 - Description des habitats présents sur la zone d'étude

La zone comprend environ 1 ha de surfaces artificialisées :

- une discothèque et son parking situé derrière deux habitations (dont l'une paraît inoccupée) ;
- une serre et un parking jouxtant le bâtiment d'exploitation d'une pépinière.

Le reste des surfaces est occupé par des terres agricoles et horticoles :

- cultures céréalières et prairies mésophiles semées de fauche ;
- pépinières d'arbres et d'arbustes ornementaux ou fruitiers.

En limite Nord de la discothèque, la mare existante est bordée en partie par des végétaux exotiques (bambou), une ceinture de massette *Typha latifolia* et quelques arbres (Chêne). Elle constitue le départ d'un ancien fossé peu marqué qui se dirige à l'Ouest vers les plantations de la pépinière.



Figure 12 : Zones humides

Un second fossé d'axe Nord-sud, occupé par des massettes, longe la limite Est de la zone d'étude au-delà de la serre avant de s'arrêter avant la route D1089. Un dernier fossé bien drainant, en herbes, sépare au Nord deux parcelles de cultures.

Les plantations de la pépinière possèdent des inter-rangées herbacées.

Quelques arbres isolés (Frêne élevé *Fraxinus excelsior* et surtout Chêne pédonculé *Quercus robur*) issus sans doute d'anciennes haies, marquent les limites des parcelles agricoles.

La prairie jouxtant à l'Est le parking aménagé de la discothèque est très régulièrement fauchée, pour servir probablement de parking secondaire.

Le site ne possède pas de haies bocagères. Une haie plantée de cyprès fait la limite entre la discothèque et une maison. Des buissons (ronces essentiellement, prunelliers) bordent l'ancien fossé et le bord de route qui compte également de jeunes arbustes (Noyer *Juglans regia*).

Tableau 3. Liste des habitats recensés sur le site

Nom de l'habitat	Code Corine Biotope
Prairie mésophile améliorée	81.1
Eaux douces eutrophes (mare)	22.13
Végétation d'hélophytes de bord des eaux à Massette à larges feuilles <i>Typha latifolia</i>	53.13
Cultures	82.1
Plantations de la pépinière (feuillus /conifères)	83.3

Fossé	89.22
Alignements d'arbres (haie de cyprès)	84.1
Fourrés épineux	31.81
Jardin	85.31
Pelouse de parc	85.12
Serres et constructions agricoles	84.5
Terrains en friche	87.1
Zone rudérale	87.2

3.2.4 - Intérêt patrimonial des habitats présents et de la flore

Ces milieux présentent un intérêt écologique moyen (prairies, grands arbres, mare) à faible pour les surfaces artificialisées et cultivées.

La flore observée est banale. Elle ne présente pas les espèces patrimoniales, signalées dans la fiche ZNIEFF de la Plaine du Forez, qui sont liées en majorité à des habitats aquatiques ou humides. La présence potentielle d'autres plantes rares ou protégées sur le site semble faible.



Fossé enherbé séparant les cultures du Nord et pépinière



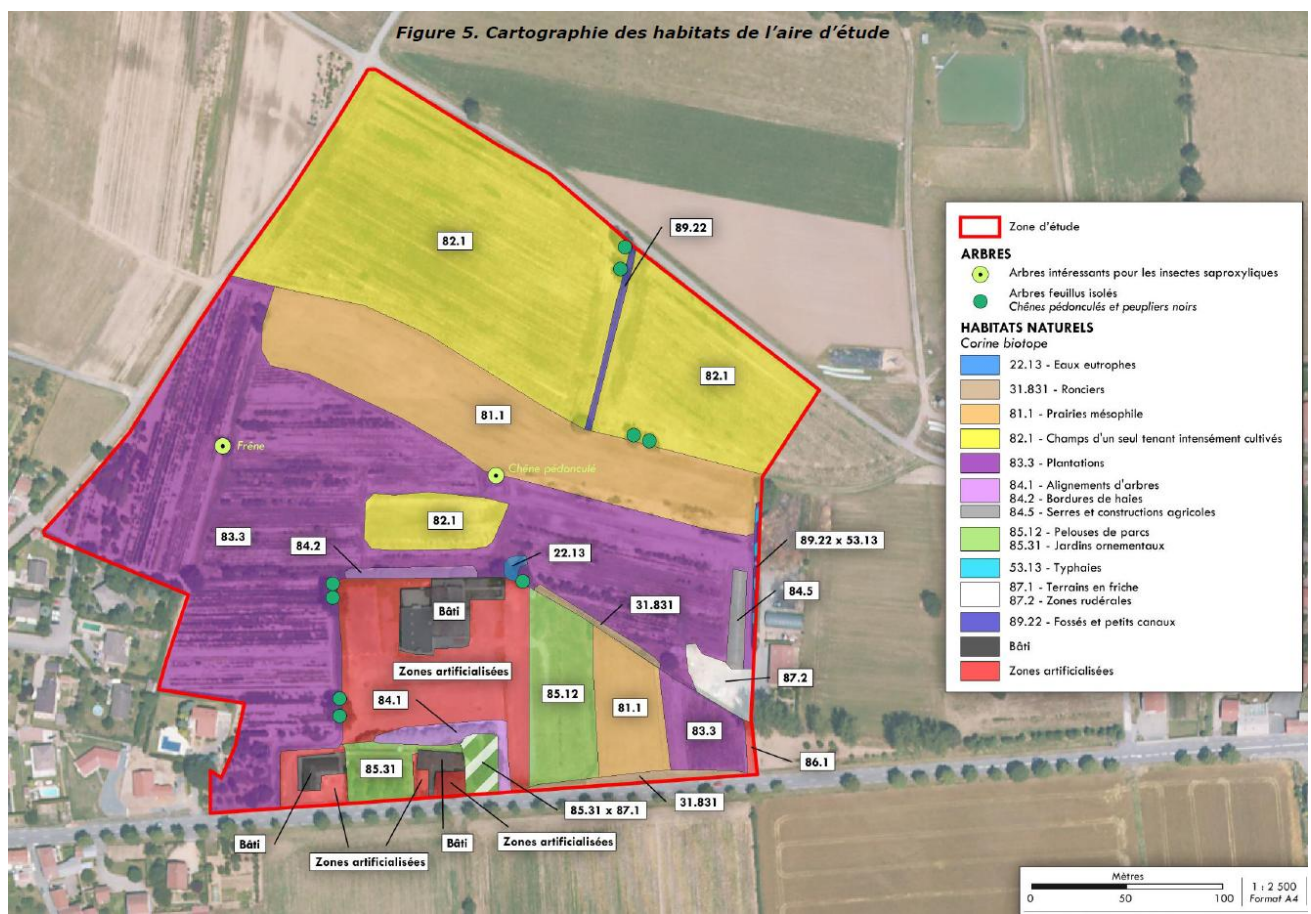
Prairies entre la discothèque et la pépinière



Parking de la discothèque - chêne têtard isolé



Mare permanente et fossé passant à l'Est des serres du pépiniériste



3.2.5 - Faune fréquentant la zone

- L'avifaune

Les parcelles étudiées ne sont pas favorables à l'hivernage des oiseaux des zones humides caractéristique de la Plaine du Forez.

La faune observée est diversifiée mais banale, comprenant des espèces ubiquistes de milieux ouverts agricoles et de jardin (Rossignol philomèle, Rouge-gorge familier, Tourterelle turque, Faucon crécerelle...- espèces toutefois protégées). Du fait des plantations de la pépinière, le site est très favorable aux passereaux.

Certaines se reproduisent, de manière certaine à probable, sur la zone d'étude comme le Rossignol philomène, le Merle noir, le Pinson des arbres, le Verdier d'Europe ou le Chardonneret élégant. Les autres sont de passage, soit en vol ou en alimentation.

Les oiseaux observés en vol au-dessus du site empruntaient un axe Nord-Sud.

Les quelques grands arbres isolés présents (Chêne pédonculé essentiellement) peuvent aussi être intéressants pour la nidification du Pigeon ramier et du Faucon crécerelle. Ils servent par ailleurs de point relais à l'avifaune pour traverser les cultures.

Les prairies ne présentent pas de surfaces suffisamment importantes pour être attractives pour les grands oiseaux nichant au sol comme l'Oedicnème criard ou les busards St-Martin ou cendré.

La pépinière composée de jeunes arbres n'offre pas d'habitats favorables aux oiseaux forestiers cavernicoles ou aux chauves-souris. Par contre, la diversité des arbustes présents (avec fruitiers notamment) offre une source d'alimentation intéressante pour les passereaux, mais dont la qualité dépend des traitements phytosanitaires effectués par le pépiniériste.

- **Les chiroptères**

La zone présente un très faible potentiel en gîtes de parturition ou d'hibernation pour ces espèces. Elle est en effet dépourvue de vieux arbres à fentes ou de cavités cavernicoles favorables, les bâtiments présents étant également non favorables.

Les prairies, plus riches en insectes, peuvent constituer néanmoins un territoire de chasse pour les chauves-souris.

- **Autres mammifères**

Peu d'espèces ont été contactées sur le site : Chat domestique et Chevreuil (alimentation). L'ensemble des milieux ouverts présents sont également favorables aux micromammifères (mulot, campagnol,...).

- **L'herpétofaune**

Un seul reptile a été contacté, le long du muret du parking de la discothèque. La mare et les fossés présents à proximité demeurent favorables à la Grenouille verte, peu exigeante. Celle-ci est toutefois isolée, non connectée ou proches d'autres mares.

- **L'entomofaune**

La zone possède une diversité entomologique de cortèges d'espèces communes. Y ont été observés notamment : l'Agrion jouvencelle et le Leste brun pour les libellules et des Piérides, le Procris ou la Mélitée orangée pour les papillons.

Aucune espèce de papillons ou de libellules protégée n'y est potentielle. Les libellules observées se reproduisent dans la mare.

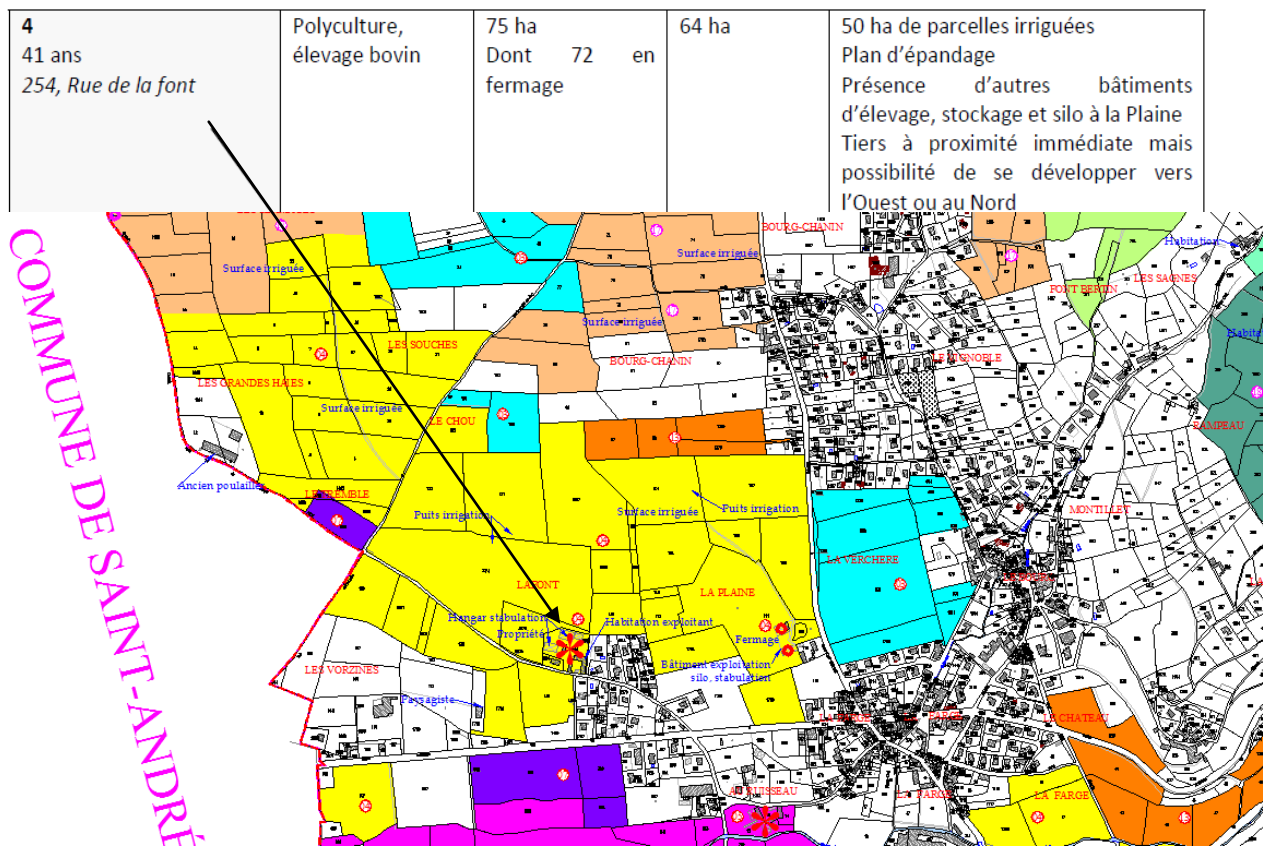
Deux des arbres isolés (chênes têtards) peuvent être favorables aux insectes saproxyliques, comme le Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*) dans les troncs des arbres isolés sénescents.

Le site des Vorzines ne présente pas une faune ou une flore remarquable, mais une biodiversité commune qui participe à la fonctionnalité des écosystèmes locaux (espaces de vie, d'alimentation, de transit...).

Parmi tous les habitats présents, ceux qui méritent une attention particulière sont la mare et les gros arbres isolés, en lien avec le maintien d'un minimum d'espaces herbacés.

3.3 AGRICULTURE

Il existe une exploitation agricole professionnelle à proximité du site.



La carte ci-dessus permet de visualiser les terrains cultivés par cet exploitant (en jaune), notamment la partie Nord et Est du site d'implantation. Ces terrains sont en fermage et ne sont pas concernés par le projet. Cette exploitation étant tournée vers l'élevage bovin, elle concentre des bâtiments abritant des animaux et il convient donc de respecter des distances d'éloignement et de lui permettre de se développer. En effet, elle reste coincée côté Est et Sud-Est par la présence d'habitation.

La grande majorité du site est plantée.

Il y a deux pépinières sont présentes dans le secteur mais seule celle de l'Est est concernée par le projet.

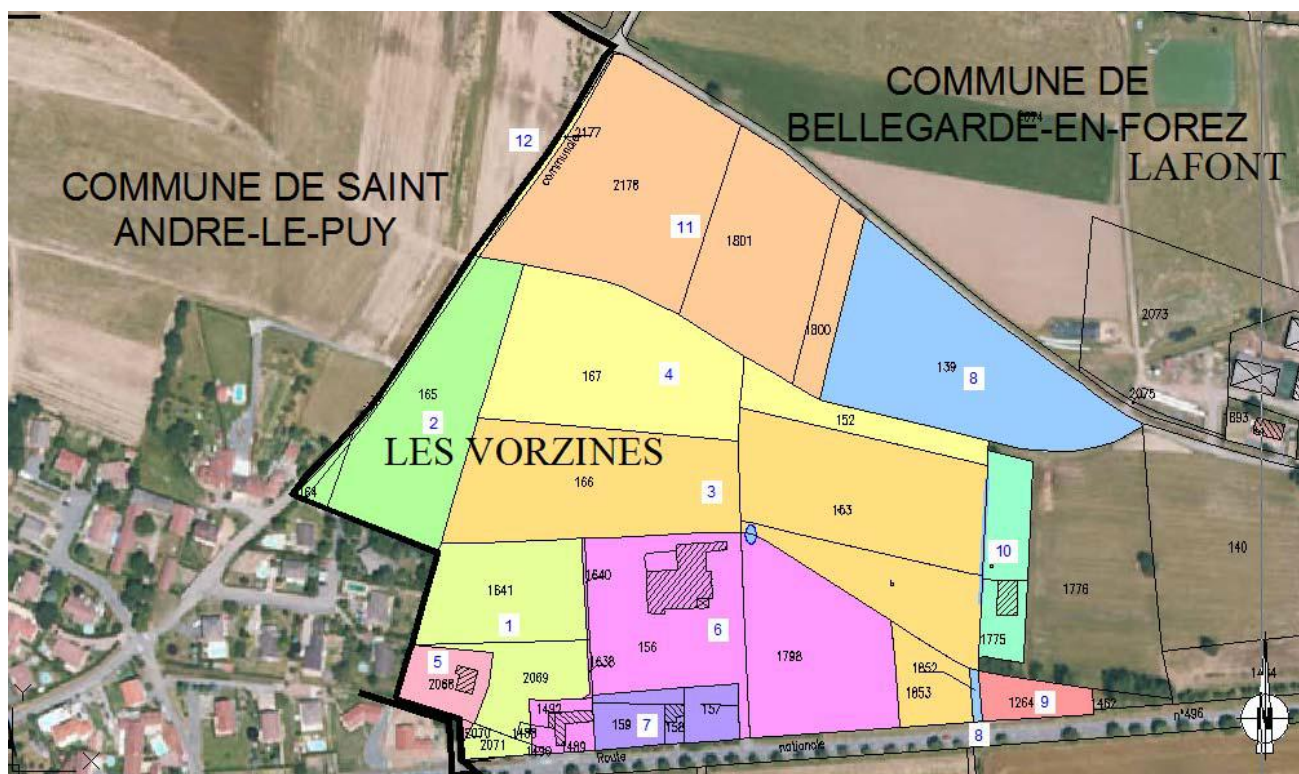
Il s'agit tout d'abord **d'une pépinière implantée à l'Est de la zone concernée par le projet** sur le territoire communal. Elle dispose d'un bâtiment en propriété (voir plan ci-dessus n° 10 : implantation du bâtiment), et de terrains plantés en location pour 2,3 hectares (n° 3 du plan ci-dessous).

Cette activité n'est pas considérée comme une exploitation agricole, au vu de sa faible production et d'une activité plus importante de commercialisation.

Ces terrains sont en effet bien localisés à proximité de son site.

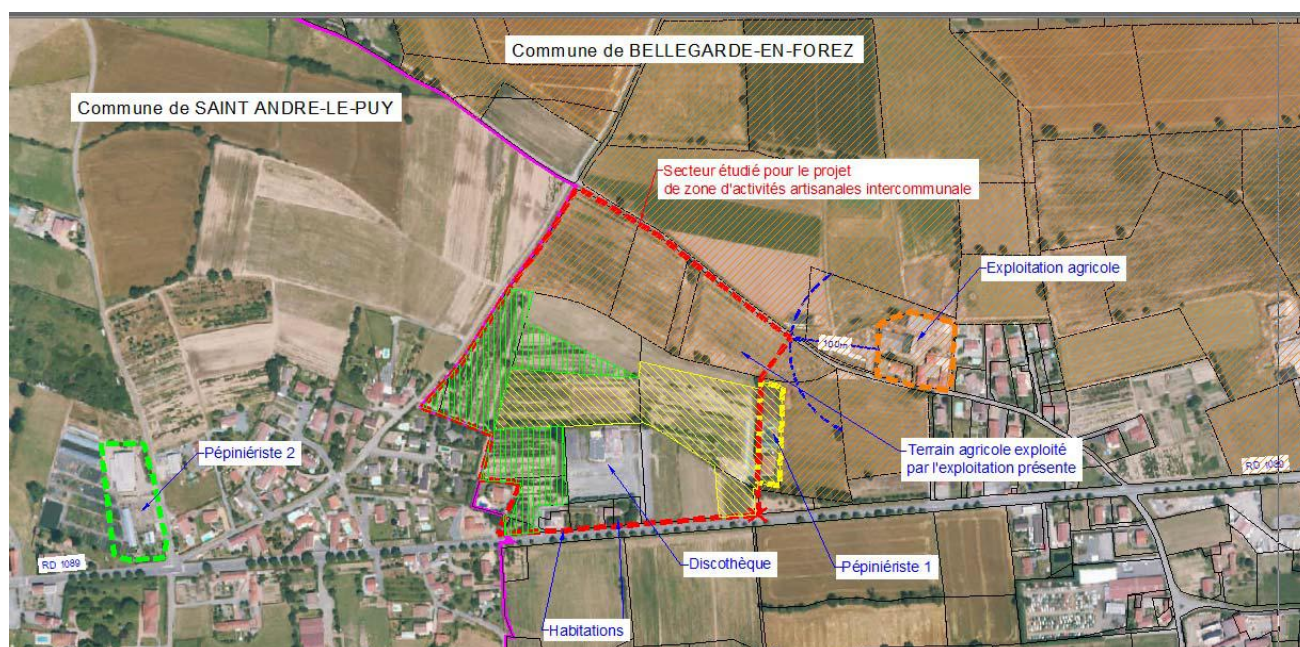
Il convient donc d'intégrer cette activité économique dans le projet de zone d'activités, afin de pérenniser cette activité à cet endroit.

Il est toutefois important de signaler que ces 2,3 hectares ne sont pas plantés sur la totalité de leur surface.



Une seconde pépinière est implantée sur la commune de Saint André-le-Puy à proximité, à l'Ouest du hameau de Saint André et exploite également des terrains au sein du périmètre concerné. Il s'agit de parcelles pour 2,8 hectares qui ne sont concernées par le projet (n°1 2 4 du plan ci-dessus). Ces terrains sont également en location.

La carte ci-dessous résume les enjeux agricoles :



Il est rappelé les dispositions de l'article **L. 23-1 du Code de l'expropriation**, qui énonce que :

« Lorsque les expropriations en vue de la réalisation des aménagements ou ouvrages mentionnés aux articles L. 122-1 à L. 122-3 du code de l'environnement sont susceptibles de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, dans l'acte

déclaratif d'utilité publique, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'installation, sur des exploitations nouvelles comparables, des agriculteurs dont l'exploitation aurait disparu ou serait gravement déséquilibrée, ou, s'ils l'acceptent, à la reconversion de leur activité. S'ils le demandent, ces agriculteurs bénéficient d'une priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural sur l'ensemble du territoire, sauf si, devant être installés sur une exploitation entièrement différente de la précédente, ils refusent de céder au maître de l'ouvrage ou aux sociétés susmentionnées les terres dont ils restent propriétaires dans un périmètre déterminé conformément au 3° de l'article L. 142-5. (...) »

Et celles de l'article **L. 352-1 du Code rural** qui précisent que :

« Lorsque les expropriations en vue de la réalisation des aménagements ou ouvrages mentionnés aux articles L. 122-1 à L. 122-3 du code de l'environnement sont susceptibles de compromettre la structure des exploitations dans une zone déterminée, l'obligation est faite au maître de l'ouvrage, dans l'acte déclaratif d'utilité publique, de remédier aux dommages causés en participant financièrement à l'installation, sur des exploitations nouvelles comparables, des agriculteurs dont l'exploitation aurait disparu ou serait gravement déséquilibrée, ou, s'ils l'acceptent, à la reconversion de leur activité. S'ils le demandent, ces agriculteurs bénéficient d'une priorité d'attribution par les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural sur l'ensemble du territoire, sauf si, devant être installés sur une exploitation entièrement différente de la précédente, ils refusent de céder au maître de l'ouvrage ou aux sociétés susmentionnées les terres dont ils restent propriétaires dans un périmètre déterminé conformément au 3° de l'article L. 142-5.

La même obligation est faite au maître de l'ouvrage dans l'acte déclaratif d'utilité publique en cas de création de zones industrielles ou à urbaniser ou de constitution de réserves foncières.

Un décret détermine les conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage devra apporter une contribution financière aux sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural ou aux sociétés d'aménagement régionales lorsque ces sociétés assurent l'établissement sur de nouvelles exploitations des agriculteurs expropriés dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas du présent article, ainsi que des agriculteurs que les opérations d'aménagement foncier agricole et forestier prévues à l'article L. 123-24 n'ont pas permis de maintenir sur place.

La CDCEA (Commission Départementale de consommation des espaces agricoles) a été créée par arrêté préfectoral en date du 2 Mai 2011. La séance plénière d'installation du 7 Juin 2011 a permis de définir les modalités de son fonctionnement et de sa saisine. Au vu du courrier de la Préfète en date du 14 Décembre 2011, tous les documents d'urbanisme réduisant des zones agricoles doivent faire l'objet d'un examen auprès de la CDCEA. Dans ce cadre, la CDCEA a donné un avis favorable sous réserve lors de sa séance du 5 Février 2013 à la réalisation du projet d'aménagement de la zone les Vorzines.

3.4 RESEAUX

La desserte en réseaux, eau potable, eaux usées, eaux pluviales, électricité, est assurée au niveau de la zone des Vorzines.

- Desserte en eau potable : le réseau d'eau potable de diamètre 110 mm est présent, il provient de la rue Maurice Ravel.
- Desserte en défense incendie : un poteau incendie est présent sur la parcelle de la discothèque.
- Desserte en électricité : elle est assurée par le réseau présent sur la route départementale n°1089.
- Desserte en assainissement : le réseau d'assainissement, en diamètre 350 mm, est présent sur la route départementale n°1089.



3.5 PERIMETRES DE PROTECTION DES CAPTAGES

Le projet se situe dans les périmètres de protection de captages du SIVAP, et plus précisément :

En zone de périmètre de protection éloignée secteur 1 (E1) pour les périmètres de protection des 3 puits de la commune de Saint-André-le-Puy : les Vials, l'Anzieux et la Vaure ;

En zone de périmètre de protection éloignée pour les périmètres de protection du forage de la Veange situé sur la commune de Bellegarde-en-Forez.

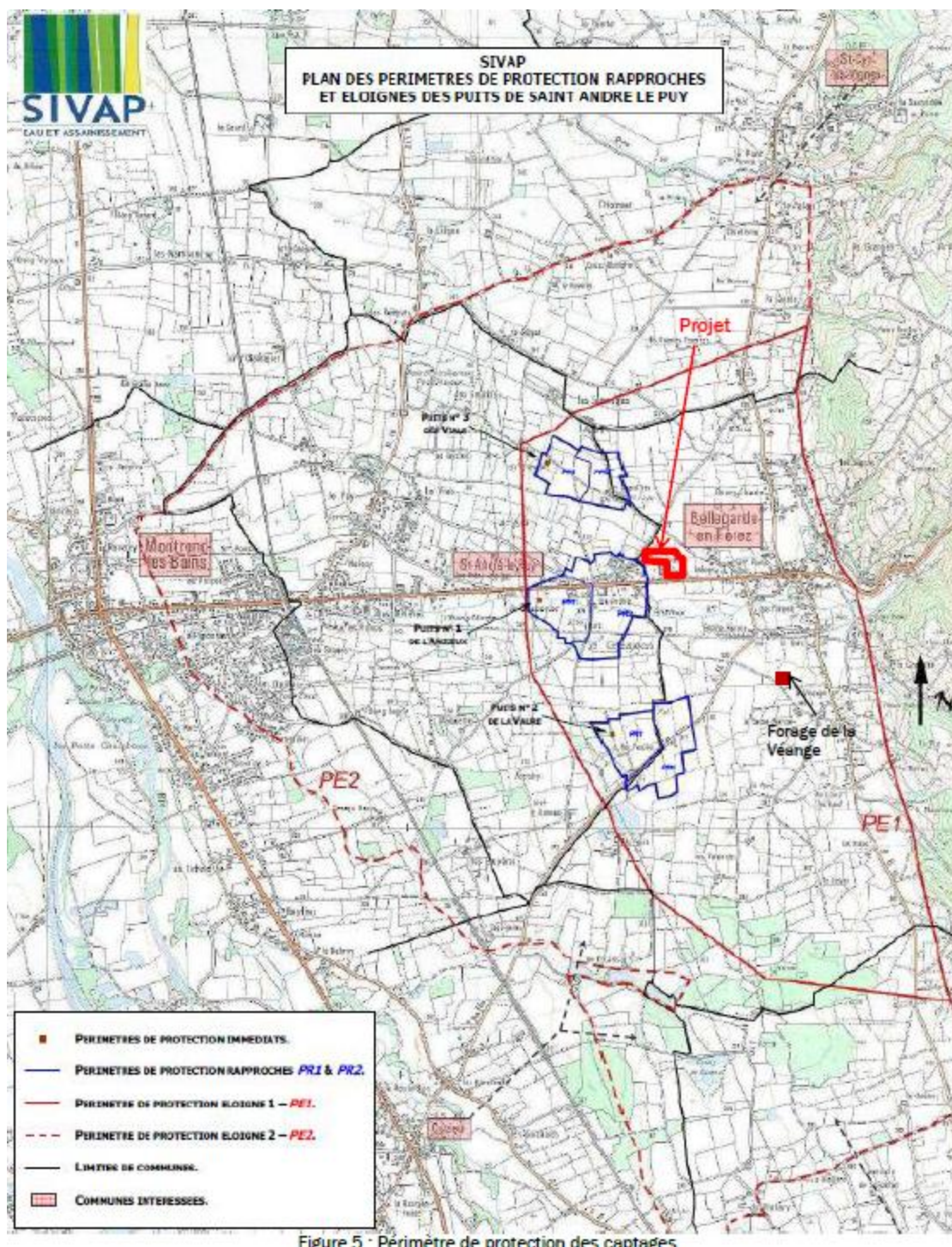


Figure 5 - Périmètre de protection des captages

3.6 RESEAUX, INFRASTRUCTURES, DEPLACEMENTS

Le réseau viaire local est marqué par la présence de la RD1089 qui longe le secteur concerné. Même si la RD1089 n'est pas classée en voie bruyante, il s'agit d'une voie très circulée provoquant des nuisances sonores évidentes.

3.7 ARCHEOLOGIE

Selon l'article L. 510-1 du code du patrimoine : *"Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel"*.

Les articles L. 521-1 et suivants du Code du patrimoine définissent les prescriptions d'archéologie préventive. Il est à noter que l'absence d'éléments recensés sur le périmètre étudié ne reflète que l'état actuel des connaissances.

Cependant, conformément aux dispositions du code du patrimoine, le Service Régional de l'Archéologie pourra prescrire une opération de diagnostic archéologique visant à détecter tout élément du patrimoine archéologique qui se trouverait dans l'emprise des travaux projetés.

3.8 PROTECTION DES SITES ET DES MONUMENTS HISTORIQUES

Aucun monument n'est concerné par le projet.

3.9 PRESENCE D'UN CORRIDOR

La préservation des continuités écologiques, instituée par le Grenelle de l'Environnement, vise à permettre les échanges génétiques et migrations nécessaires au maintien à long terme des populations et des espèces animales et végétales.

Le Schéma Régional de cohérence écologique ou SRCE a été soumis à enquête publique du 17/12/2013 au 27/01/2014 pour la Région Rhône-Alpes ne signale aucun enjeu sur le secteur géographique du projet, situé en marge des grands zonages naturels.

La zone d'étude se situe dans un contexte péri-urbain où les activités existantes au sud peuvent provoquer du dérangement pour la faune (nuisances sonores de la route, ponctuelles de la discothèque,...).

A plus grande échelle, elle se situe en bordure d'un espace agricole rural coupé en deux par la route départementale 1089, très fréquentée. L'occupation urbaine vient renforcer cet effet barrière.

L'Est du site constitue la seule zone d'espaces ouverts non artificialisés, entre St-André-le-Puy et le bourg de Bellegarde, que peut emprunter la faune terrestre pour gagner l'ensemble des prairies du Sud de la commune.

Ce corridor est constitué des prairies et cultures allant jusqu'à la discothèque et autour des bâtiments d'exploitation de la pépinière. Ce couloir se réduit au Nord-Est du fait de l'urbanisation (exploitation agricole contiguë à des habitations).

3.10 TOPOGRAPHIE

Le site du projet est situé dans la plaine du Forez, à une altitude de 375 m NGF, la pente du terrain est d'environ 1.5%.

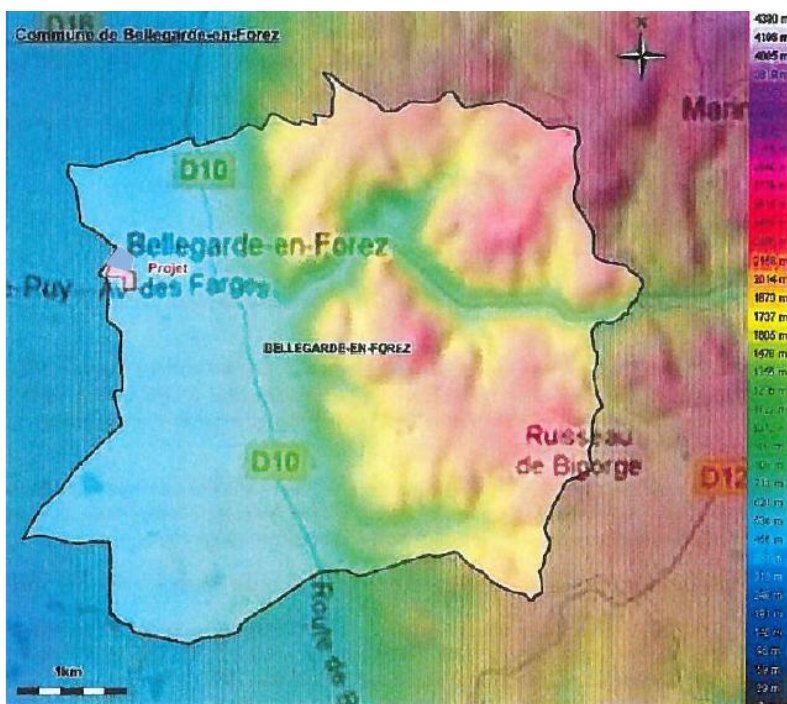


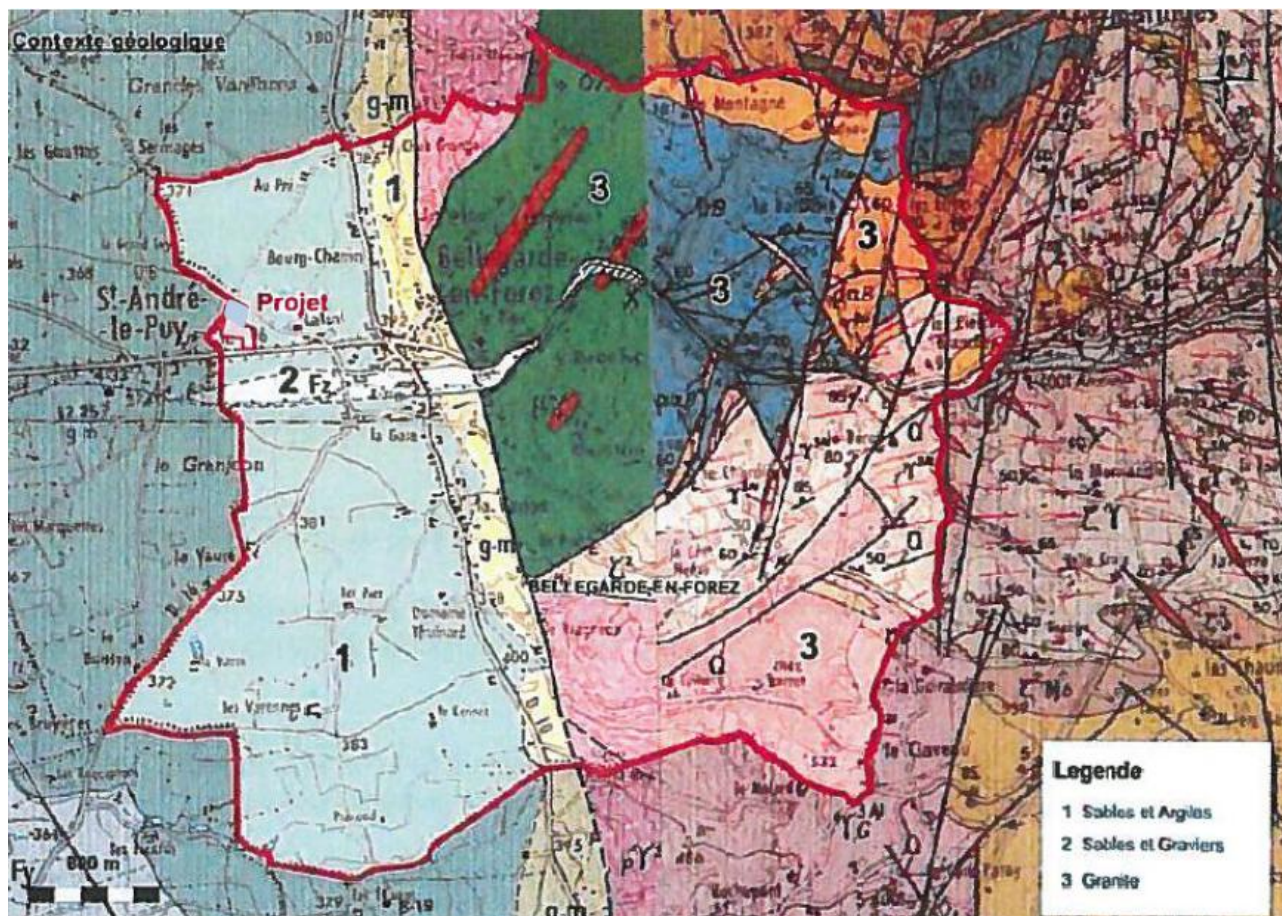
Figure 8 : Topographie de la commune

3.11 GEOLOGIE ET HYDROGEOLOGIE

D'après les données (BRGM, infoterre) de la notice géologique de Montbrison, la plaine du forez est caractérisée par la présence d'un bassin fermé rempli de sédiments tertiaires lacustres. La région est entièrement drainée par la Loire qui la traverse du Sud au Nord et qui a largement étalée ses alluvions dans la partie orientale de la plaine. L'ensemble de la plaine repose sur des couches sablo-argileuses et granitiques.

Le risque d'inondations par remontée des nappes est qualifié de très faible par le BRGM.

Le sous-sol du projet est de type sablo-argileux. Suite à des observations sur site, il semblerait que l'horizon superficiel soit plus argileux que sableux ce qui semble peu propice pour l'infiltration des eaux pluviales.



3.12 CLIMAT

La commune de Bellegarde-en-forez se situe dans la plaine du Forez, au pied du versant occidental des Monts du Lyonnais.

Presque entièrement encerclée de massifs montagneux, la plaine du Forez est bien abritée des vents forts, sans que cela ne se traduise par une tendance accrue à la formation de brouillard. Sur l'ensemble de l'année, l'ensoleillement est globalement inférieur à celui de Lyon, mais la situation s'inverse en période automnale et hivernale.

La pluviométrie de la plaine est de type continentale : de faibles pluies en hiver, amoindries par l'effet de Foehn créé par les Monts du Forez et de la Madeleine, et d'autre part, un caractère orageux assez marqué en été. La pluviométrie annuelle est d'environ 700 mm.

La station météorologique la plus proche est la station de Saint-Etienne Bouthéon.

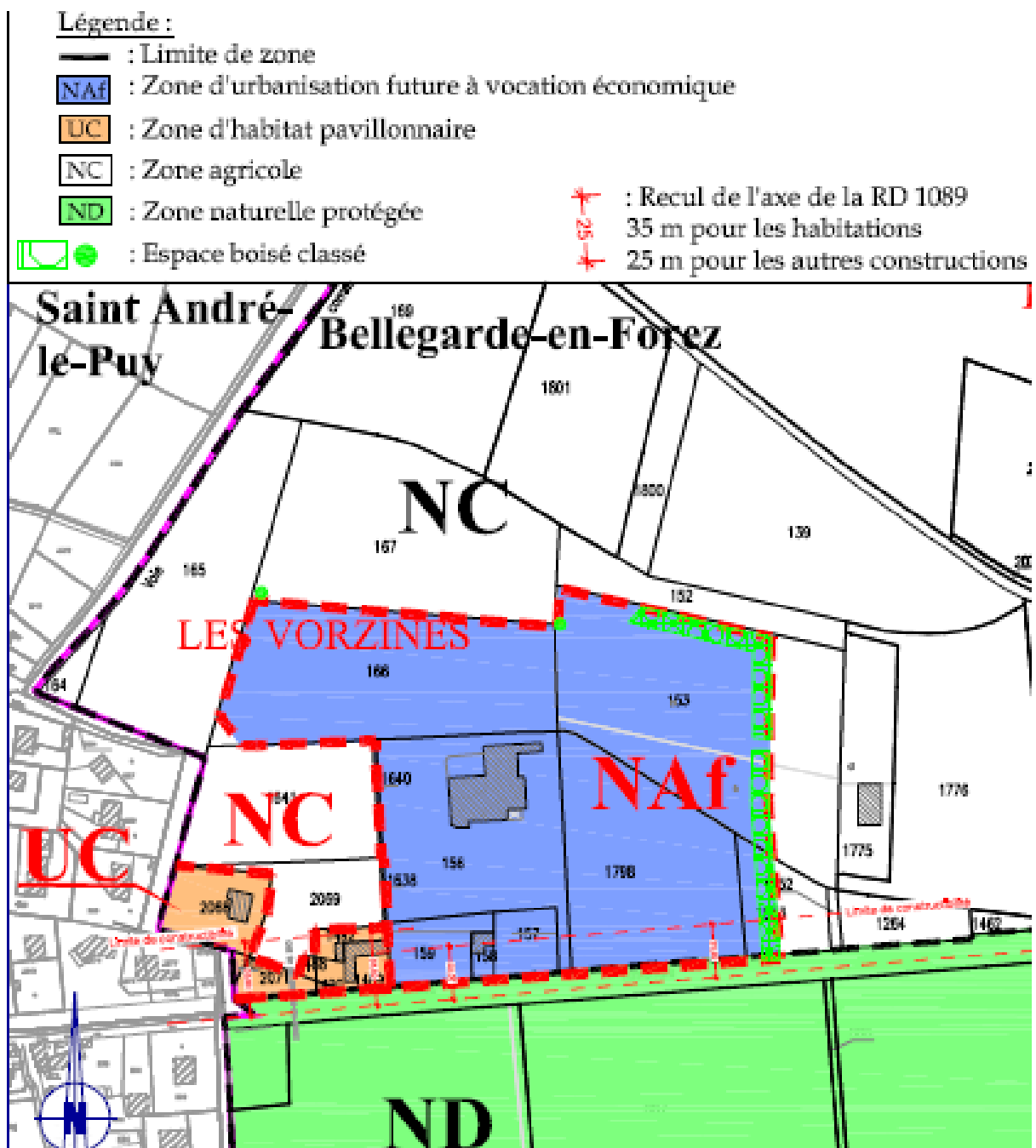
4 / SITUATION VIS-A-VIS DES DOCUMENTS D'URBANISME EN VIGUEUR

4.1 SITUATION PAR RAPPORT AU POS

Le Plan d'Occupation des Sols applicable sur le territoire de la commune de Bellegarde-en-Forez, qui a été approuvé le 11 juin 2013, classe les terrains supportant le projet de la zone en Naf et NC. Les parcelles concernées par le projet sont situées en zone Naf et NC du POS et peuvent donc recevoir le projet envisagé par la collectivité.

La long la route départementale 1089 il existe un certain nombre de contraintes.

La marge de reculement est le retrait imposé à une construction à édifier en bordure d'une voie publique ou privée et résultant notamment d'une indication du plan d'occupation des sols. En l'espèce, il n'est pas possible de construire un bâtiment à usage d'habitation à moins de 35 mètres de l'axe de la route départementale et 25 mètres pour les autres constructions.



4.1.1 - CARACTERE DE LA ZONE NAf

Il s'agit d'une zone d'urbanisation future, non suffisamment équipée, à dominante d'activités économiques. Elle représente la zone d'activités artisanales intercommunale, située aux Vorzines.

Cette zone sera ouverte à l'urbanisation par le biais d'une opération d'aménagement d'ensemble, pouvant comprendre plusieurs tranches opérationnelles.

1. Ne sont admises que les occupations et utilisations du sol ci-après

1.1 Les constructions à usage d'artisanat, de bureaux et de services

1.2 Les entrepôts

1.3 Les parcs de stationnement

1.4 Les installations classées pour la protection de l'environnement

1.5 L'aménagement, l'extension et le changement de destination de l'habitation existante uniquement à vocation d'artisanat, de bureau, de services, d'hôtellerie.

1.6 Les constructions à usage d'habitation et leurs annexes ne sont admises que si elles sont destinées au logement des personnes dont la présence permanente dans la zone est nécessaire à l'activité. Le logement de fonction devra être incorporé dans le même bâtiment que l'activité et limité à 50 m² de surface de plancher.

1.7 Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics.

1.8 Les exhaussements et affouillements des sols nécessaires à la réalisation des types d'occupation des sols autorisés.

1.9 Le stockage extérieur, les dépôts de matériaux sont autorisés à condition d'être paysagés, implantés à l'arrière des bâtiments afin d'être non visibles depuis la route départementale n°1089 et les voies publiques de la zone.

1.10 Les surfaces commerciales à la seule condition d'être liées à une activité artisanale existante et que cela en constitue une activité complémentaire mais non principale.

1.11 L'aménagement et l'extension du commerce (discothèque) existant à vocation de loisirs et d'hôtellerie.

1.12 Le changement de destination du commerce (discothèque) existant à vocation de loisirs mais uniquement à vocation d'artisanat, de bureaux, de services et d'hôtellerie

4.1.2 - CARACTERE DE LA ZONE NC

Il s'agit d'une zone naturelle qu'il convient de protéger de l'urbanisation, en raison de la valeur agricole des terres ou de la richesse du sol ou du sous-sol pour permettre à l'agriculture de se développer sans contrainte.

1.1. Ne sont admises que les occupations et utilisations du sol ci-après :

1.1.1 Les bâtiments agricoles et installations, classés ou non, liés et nécessaires à l'activité des exploitations agricoles ou des groupements agricoles.

1.1.2 Les constructions à usage d'habitation liées à une exploitation agricole sous réserve des conditions fixées au § 1.2.1.

1.1.3 L'extension et la transformation des bâtiments existants non liés à l'activité agricole sous réserve des conditions fixées au § 1.2.2.

1.1.4 Toutes les installations de tourisme à la ferme accessoires à une exploitation agricole existante (gîtes ruraux, les chambres d'hôtes, etc) sont admises par aménagement de bâtiments existants

1.1.4 Les ouvrages techniques, nécessaires au fonctionnement des services publics.

1.1.5 Les affouillements et exhaussements des sols nécessaires à la réalisation des types d'occupation des sols autorisés.

1.1.6 Les abris pour animaux, non liés à une exploitation agricole, sont admis si leur surface est inférieure à 40 m² S.H.O.B.

1.1.7 Les abris de jardin inférieurs à 20 m² S.H.O.B. 1.1.8 Les serres et bâtiments tunnels pour la culture.

1.1.9 Les constructions annexes nécessaires aux habitations existantes (garage, buanderie...).

1.1.10 Les équipements d'infrastructures nécessaires à la zone.

1.1.11 Les bâtiments et installations, classés ou non, liés et nécessaires à l'activité de la carrière en zone NCa.

1.2 Toutefois, les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

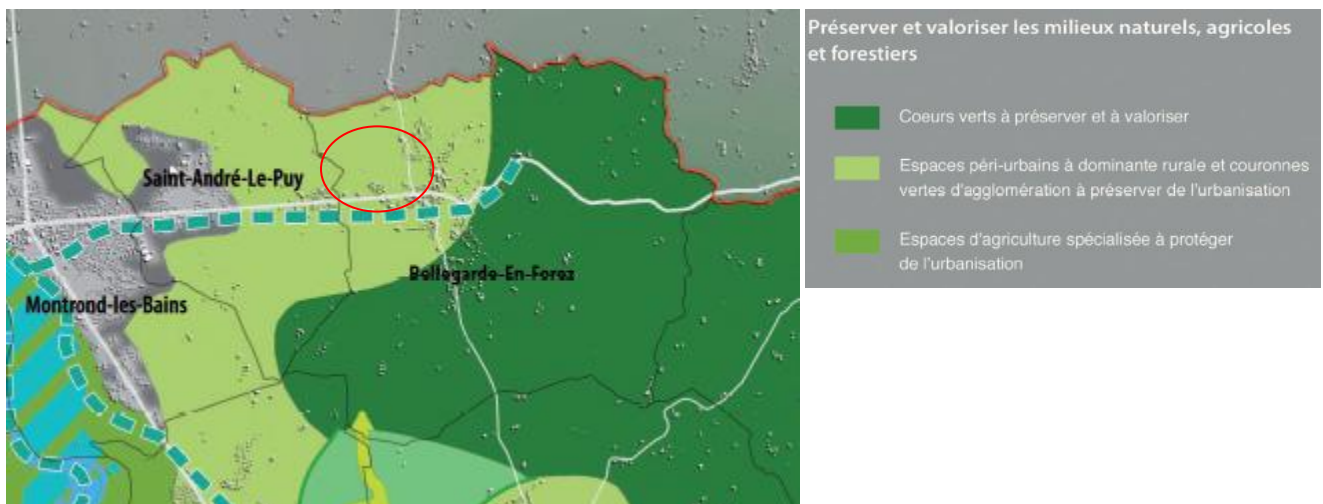
1.2.1 Les constructions à usage d'habitation ne sont admises que si elles sont liées à une exploitation agricole

4.2 SITUATION PAR RAPPORT DU SCOT

La Communauté de Communes du Pays de Saint-Galmier (COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER) est couverte par le périmètre du SCOT Sud Loire. Le SCOT a été instauré par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) de 2000. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Sud-Loire a été approuvé à l'unanimité par les élus du Comité Syndical lors de sa séance du 19 décembre 2013.

Le SCOT regroupe la Communauté d'Agglomération de Saint-Etienne Métropole, la Communauté d'Agglomération Loire Forez, la Communauté de Communes du Pays de Saint-Galmier, la Communauté de Communes des Monts du Pilat et la commune de Chazelles-sur-Lyon. Ce qui représente 117 communes pour un total de 516 000 habitants.

Le syndicat mixte du SCOT Sud Loire a donné son accord, au titre de l'article L.122-2 du code de l'urbanisme, par délibération du 29 Novembre 2012 à la modification du POS et au projet de la zone d'activités les Vorzines.



5 / PRINCIPES D'AMENAGEMENT RETENUS

5.1 LE CHOIX DE LA LOCALISATION DE LA ZONE ARTISANALE SUR BELLEGARDE-EN-FOREZ

5.1.1 - L'étude des scénarii

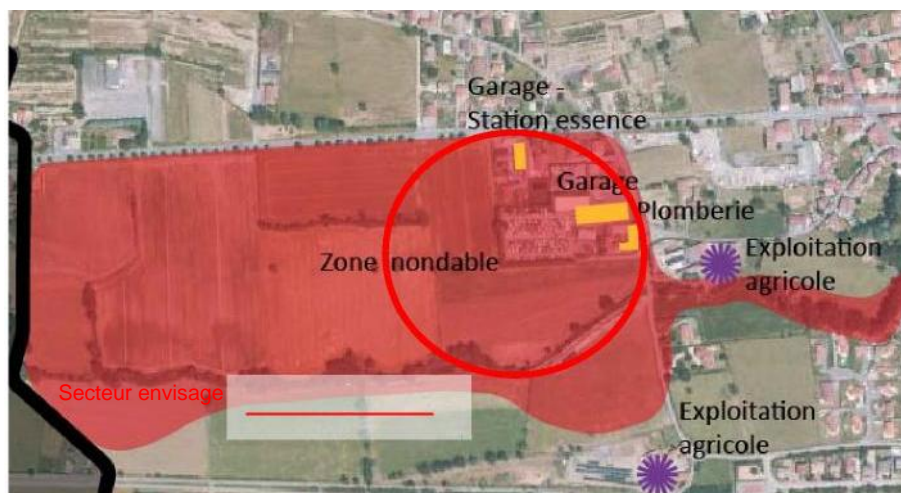
Le choix de l'implantation et de la localisation de cette zone intercommunale d'activités artisanales a été étudié et plusieurs scénarios ont été envisagés :

- Le secteur en entrée de Bourg, au Sud de la RD1089 où se situent déjà plusieurs activités (n°1 sur la carte ci-dessous),
- Le secteur en entrée de Bourg, au Sud de la RD1089 où se situent déjà l'entreprise de matériaux (n°2 sur la carte ci-dessous),
- Le secteur entre Lafont et le Bourg, sur la RD1089 (n°3 sur la carte ci-dessous).
- Le secteur des Vorzines : en limite avec Saint-André-le-Puy, sur la RD1089 (n°4 sur la carte ci-dessous),



-Le secteur en entrée de Bourg (n°1), au Sud de la RD1089, paraît intéressant puisqu'il existe déjà trois activités.

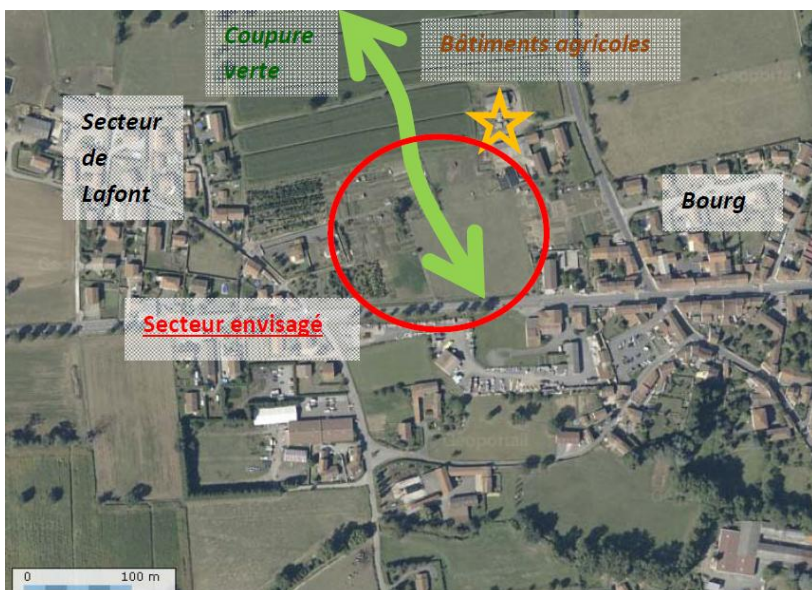
Néanmoins, sur ce secteur est aussi implantée une exploitation agricole professionnelle engendrant des distances d'éloignement de 100 mètres (élevage bovin), ne permettant pas à de nouveaux bâtiments de s'installer sur ce site. De plus, ce site est soumis au risque d'inondation identifié par le Plan de Prévention des Risques Naturels d'Inondation (PPRNI) de l'Anzieux, document prescrit le 24 septembre 2004.



- **Le secteur en entrée de bourg, au Sud de la RD 1089, (n°2).** Ce secteur est identifié par la commune, dans son PADD, comme un secteur de renouvellement urbain et de densification du Bourg sur lequel pourrait se développer une réelle opération d'ensemble avec des fonctions mixtes, de l'habitat, des commerces, une place centrale... Cela dans l'objectif de densifier le Bourg dans des formes et des fonctionnalités cohérentes avec l'existant, projet adapté à un secteur central, contrairement à des activités artisanales apportant plutôt des nuisances. La requalification de ce secteur s'accompagne d'une réflexion à plus long terme de l'aménagement d'un contournement du Bourg, liaison du côté Nord entre la RD10 et la RD1089, et du côté Sud entre la RD1089 et la RD10. Il s'agit d'un véritable projet de territoire global sur lequel des réflexions complémentaires sont à mener, notamment en termes d'aménagement de voirie. En effet, à défaut de réflexions plus avancées avec le Conseil Général, compétent en matière de voies départementales, la commune ne souhaite pas engager une urbanisation de ce secteur. Elle souhaite se donner le temps de la réflexion afin de parvenir à un projet de requalification cohérent. Il est également à noter la présence d'une exploitation agricole sur la partie Sud du site. En conclusion, ce secteur n'est pas adapté pour l'accueil d'une zone d'activités, à la porte du Bourg.



- **Le secteur entre Lafont et le Bourg (n°3),** identifié par l'Etude d'Aménagement Global de Bourg (EAGB). Cette solution ne s'est pas pérennisée dans le temps puisque plusieurs bâtiments agricoles existent le long de la RD10 et il ne s'agit pas de gêner cette activité. Par ailleurs, cela remettrait en cause la coupure d'urbanisation entre Lafont et le Bourg inscrite en orientation du PADD. Enfin, cela viendrait rapprocher à nouveau des activités du centre-bourg qui ne sont pas en cohérence avec le lieu notamment en termes d'image d'entrée de Bourg et de nuisances.

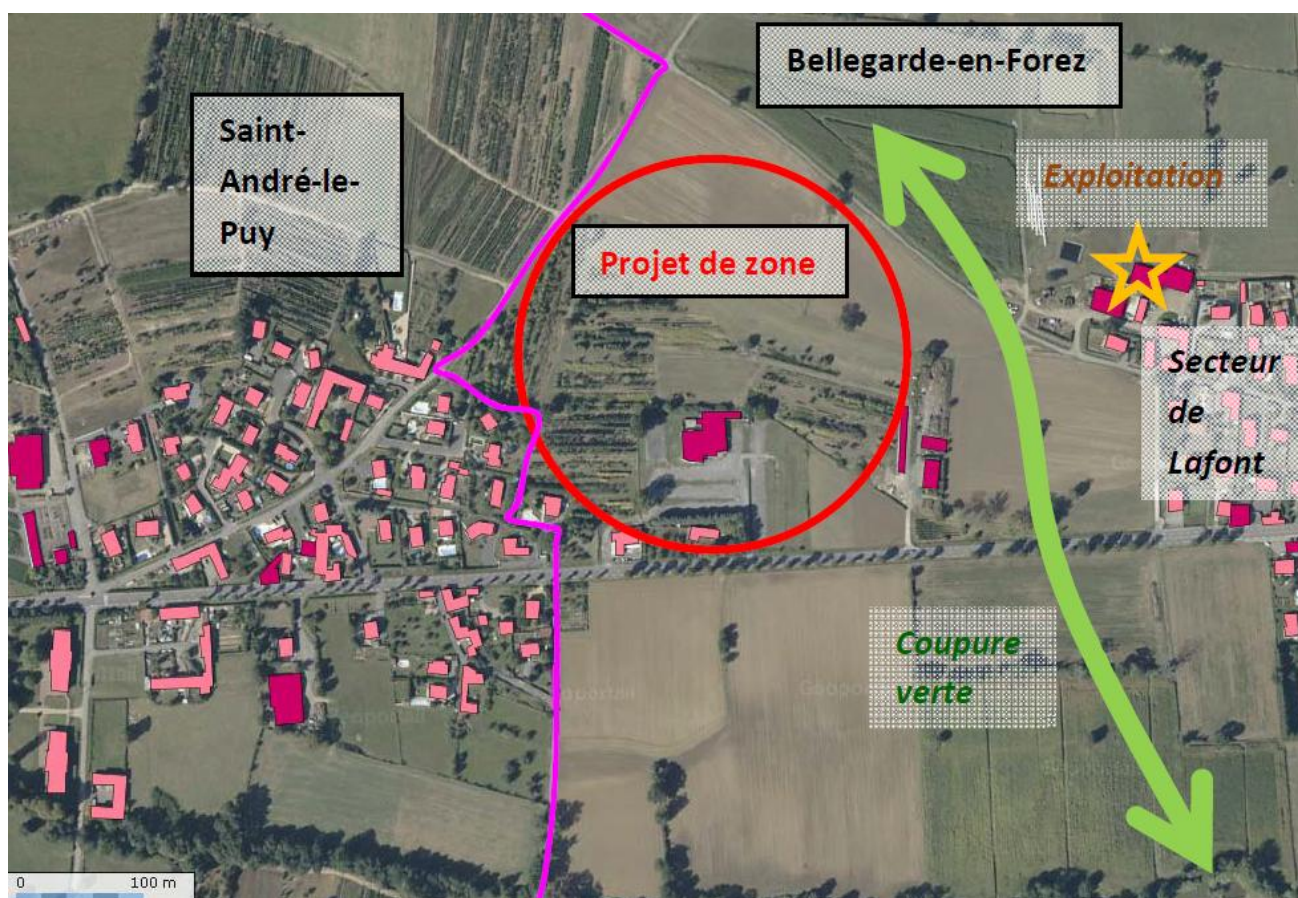


5.1.2 - Le choix du scénario retenu

Les secteurs n°1, 2 et 3 n'ont pas été retenus au vu des contraintes qu'ils présentent.

La zone intercommunale d'activités artisanales sur Bellegarde-en-Forez est envisagée sur le secteur des Vorzines (n°4). Cette localisation présente plusieurs avantages:

- Cela offre une vitrine pour les futures entreprises, puisque située le long de la RD1089, ce qui est une demande forte des artisans révélée dans le schéma économique intercommunal,
- Cela permet d'installer des activités économiques en continuité d'activités déjà existantes et nuisantes : la discothèque et le pépiniériste, et donc de ne pas multiplier les secteurs « nuisants »,
- C'est un secteur qui se raccrochera au tissu urbain existant sur la commune de Saint-André-le-Puy, cela permet à la commune de ne pas créer de nouveau secteur urbain mais de poursuivre le tissu bâti existant et de conserver la coupure verte entre ce secteur et le secteur de Lafont, où se situe notamment une exploitation agricole,

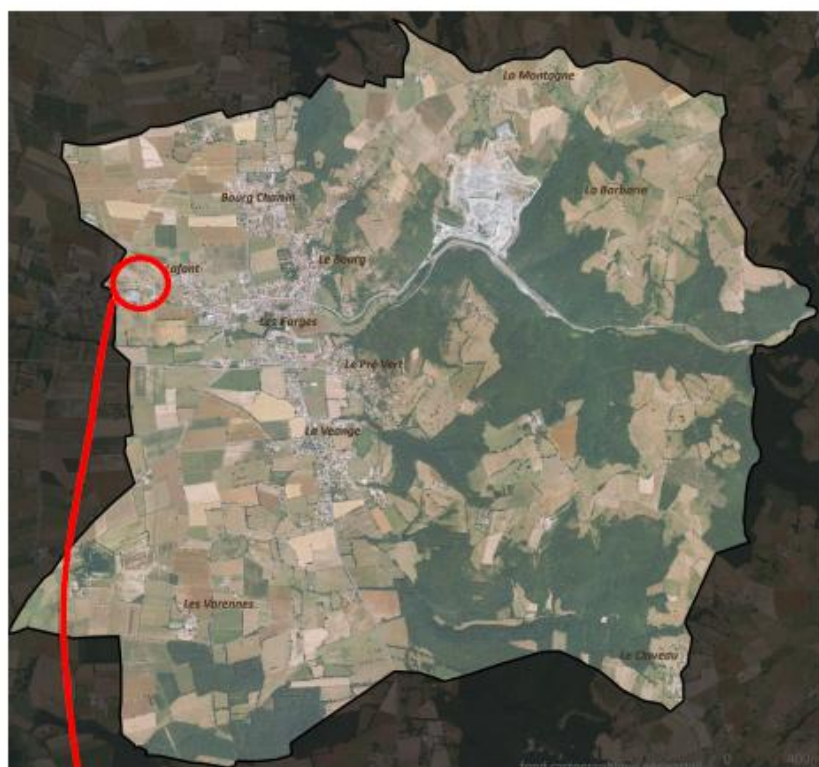


- A l'heure actuelle il existe trois accès sur ce secteur: un accès à la pépinière, un accès problématique à la discothèque, et un accès à l'exploitation agricole, ce qui peut poser des problèmes en termes de sécurité puisque l'on se situe sur une route départementale très fréquentée.

L'aménagement de la zone sera l'occasion de réorganiser les accès sur la RD1089 en créant un accès unique, sécurisé par la mise en place d'un tourne-à-gauche, en collaboration avec le Conseil Général,

- Le site n'est concerné par aucun risque ni aucune protection environnementale, il se situe toutefois en périmètre éloigné du forage de la Veange.
- Le site rassemble certes des terres agricoles, mais surtout des pépinières, et est situé à plus de 100 mètres d'une exploitation agricole.

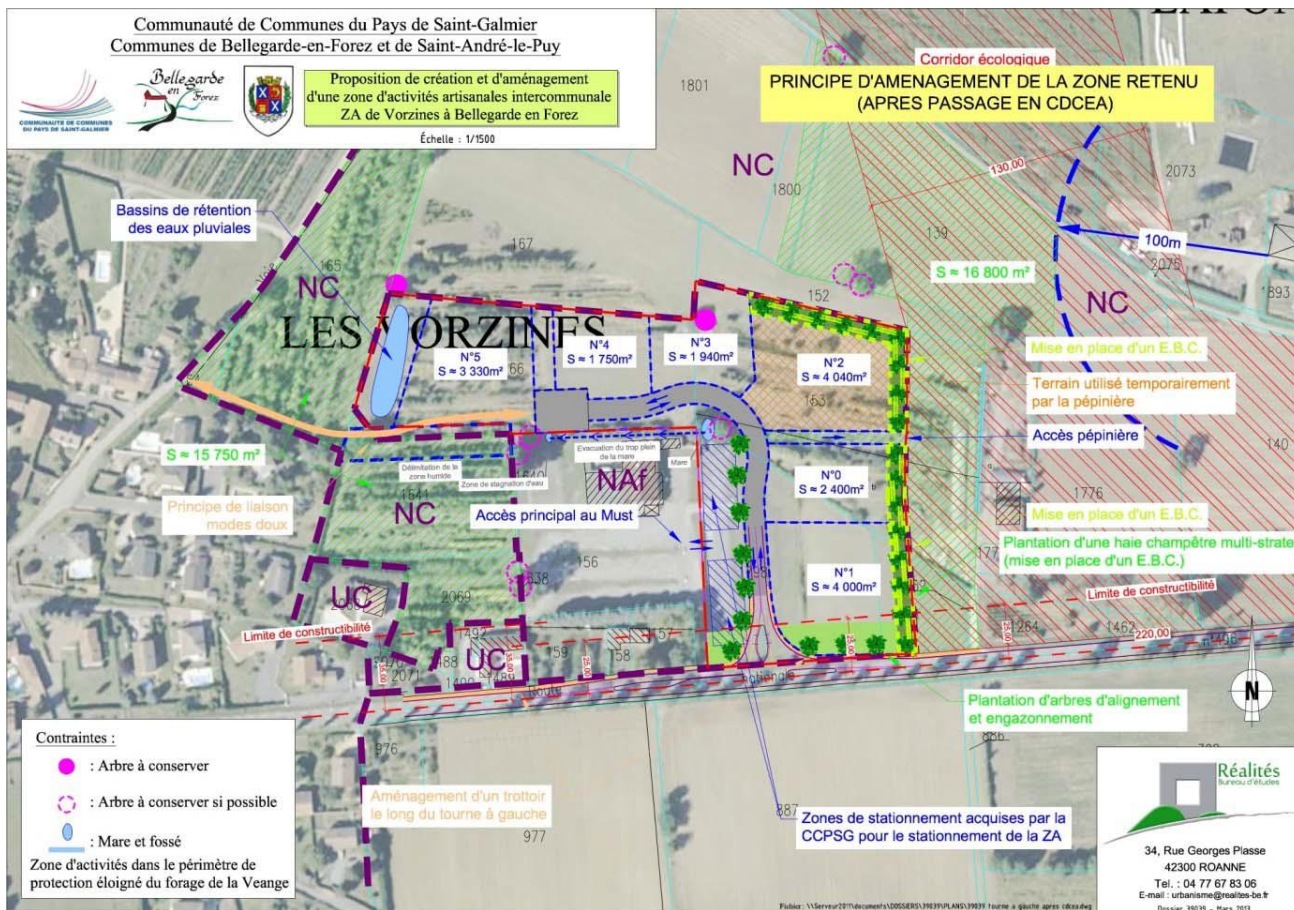
Zoom sur le secteur retenu pour l'aménagement de la zone intercommunale d'activités artisanales :



5.2 SCHEMA D'AMENAGEMENT DE LA ZONE

Les commerces et des entrepôts commerciaux sont interdits, les entrepôts restant autorisés. L'objectif est de limiter l'implantation de surfaces commerciales et de favoriser le commerce de proximité implanté dans le centre bourg de Bellegarde-en-Forez. Seules les surfaces commerciales liées à une activité, à titre accessoire, sont autorisées. Il s'agit de conserver la vocation artisanale de cette zone d'activités intercommunale.

Des reculs inférieurs par rapport aux voies et limites séparatives, réduites à 3 mètres, dans le respect d'une économie d'espace.



5.2.1 - Carrefour voirie stationnement

Carrefour

L'accès à la zone d'activités ne se réalisera pas depuis la voie du lotissement et aucun trafic supplémentaire ne sera généré sur la rue Maurice Ravel. Ainsi, un accès sera aménagé sur la RD1089, en collaboration avec le Conseil Général.



Exemple de tourne à gauche

Cet accès sécurisé, avec un tourne-à-gauche interurbain, permettra de sécuriser les entrées et sorties à la discothèque, accès présentant aujourd'hui des insuffisances en terme d'aménagement. Une voie spécifique sera créée au sein de la zone d'activités et n'aura pas de point de rencontre avec la rue Maurice Ravel, qui restera la voie de desserte du quartier d'habitation de Saint André. Cette voie de desserte interne de la zone sera réalisée en impasse, avec un seul point d'entrée et de sortie sécurisé. Une liaison modes doux sera créée avec la rue Maurice Ravel.

La voirie de desserte et les stationnements sont réalisés en béton bitumineux ayant la structure suivante :

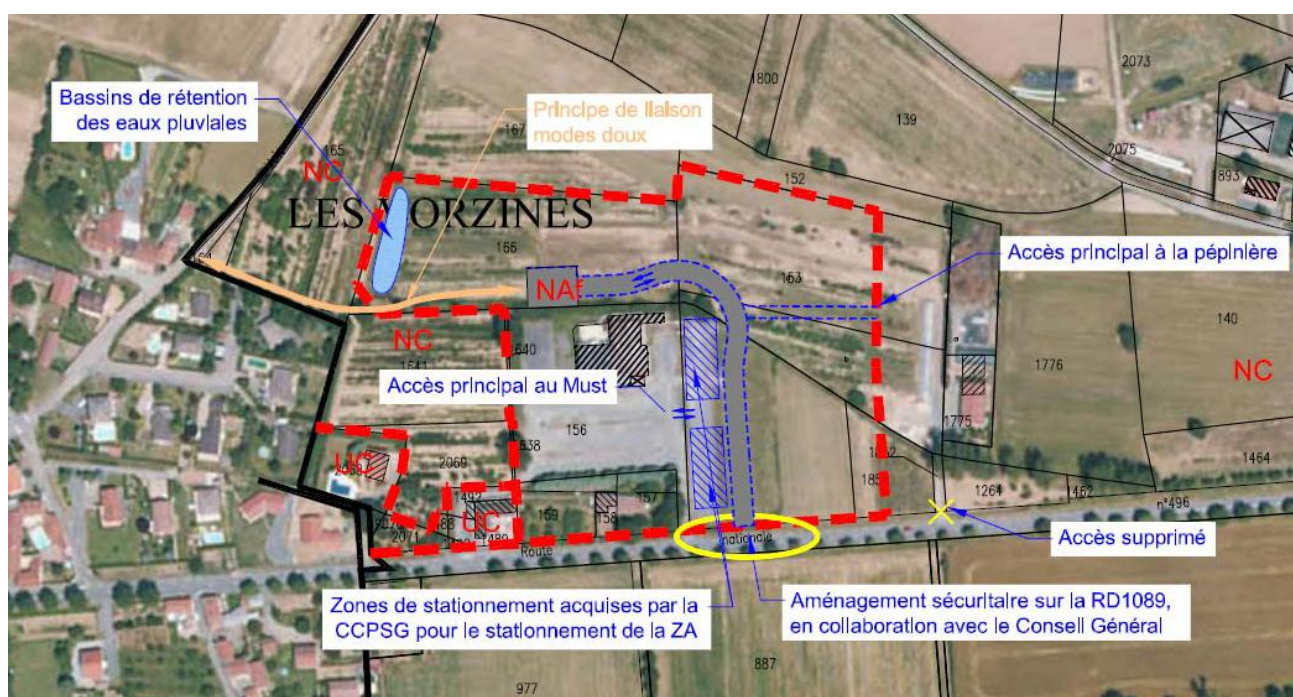
- 30cm GNT 0/80
- 10cm GNT 0/20
- épaisseur et consistance du B.B suivant l'usage

Stationnement

Capacité des stationnements :

- 70 places dont 2 places pour les personnes handicapées, avec des voies à doubles sens pour une meilleure circulation.

Les pentes de ce parking seront de 1,5 % en long et en travers avec un écoulement des eaux par le biais de caniveaux et regards, avec un acheminement vers le bassin de rétention par une buse de Ø 315. Ce parking sera mutualisé avec la discothèque qui pourra l'utiliser le week-end.



La desserte en modes doux

Elle sera réalisée à l'Ouest de la zone, depuis la voie interne de la zone d'activités en rejoignant la rue Maurice Ravel, permettant ainsi de rejoindre le Bourg de Bellegarde-en-Forez ou celui de Saint André-le-Puy, sans longer la RD 1089, voie non suffisamment sécurisée pour les piétons. Cette voie utilisera des chemins existants.

5.2.2 - Collecte et traitement des eaux usées

La commune de Bellegarde-en-Forez a transféré ces compétences assainissement collectif au Syndicat Intercommunale Val d'Anzieux Plancieux (SIVAP). Le projet est dans une zone d'assainissement collectif.

La collecte des eaux sera strictement séparative. Une fois ces réseaux réalisés et avant leurs mises en services, ils seront contrôlés par un passage caméra et des tests d'étanchéité sur les branchements et les réseaux (réalisés par un organisme certifié COFRAC).

La charge susceptible d'être générée par le projet est de 20 EH (occupation de 15 salariés par hectares et 0.5 EH par salariés).

Les eaux usées seront collectées et acheminées vers la station d'épuration de Plancieux à Montrond-les-Bains, gérée par la SAUR.

Cette station a une capacité nominale d'environ 9 000 EH. EN 20010, la charge entrante était de 6 240 EH. Elle traite les eaux usées des communes de Bellegarde-en-Forez, Cuzieu, Montrond-les-Bains et Saint-André-le-Puy de façon physique et biologique via un traitement de boue activée, son rejet se fait dans la Loire.

Au vue de ces informations, l'ouvrage de traitement est en mesure de traiter les effluents de la future ZA.

5.2.3 - Collecte et traitement des eaux pluviales

Afin d'évaluer les incidences du projet sur les écoulements superficiels, une estimation des débits en état projet a été réalisée. Un dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'eau sera présenté.

Le projet présente une superficie de 2.5 ha et est délimité :

Au Nord, par des parcelles agricoles,

A l'Ouest, par la voie communale rue Marcel Ravel du lieu-dit de Saint Andrée de la commune de Saint-André-le-Puy et des champs de cultures,

Au Sud, par la route départementale D 1089 et la discothèque Le Must,

A l'Est, par le bâtiment de la pépinière et des champs de cultures.

Au Sud, la route départementale D 1089 constitue une barrière empêchant les eaux usées au Sud de cette voie de s'écouler dans la zone d'étude. De plus, les eaux pluviales de la discothèque sont déjà canalisées et rejetées hors de la zone d'études. De ce fait, aucune eau de ruissellement provenant du Sud ne vient sur la zone d'étude.

Au Nord et à l'Ouest, au vue de la topographie des lieux (pente du Sud-Est vers le Nord-Ouest), aucune eau de ruissellement provenant de ces zones ne vient sur la zone d'étude.

A l'Est, il se trouve un bassin d'apport de 0.3 ha (au vu de la topographie des lieux).

Le bassin versant à prendre en compte pour l'étude se limite donc au périmètre du projet, augmentée de ces 0,3 ha, il représente donc une superficie totale de 2.8 ha.

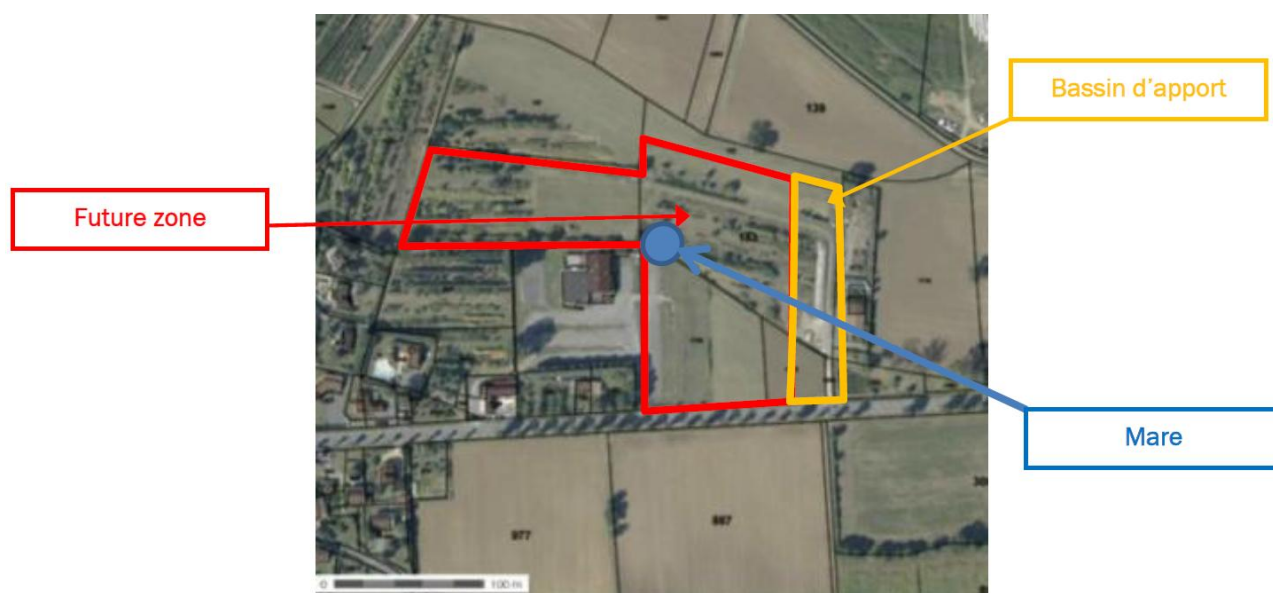


Figure 4 : Bassin versant considéré

L'imperméabilisation de la ZA conduira à une aggravation très nette des phénomènes de ruissellement et entraînera une augmentation des débits de pointe de l'ordre de 10 à 20 fois ceux générés en état naturel (à l'échelle du projet).

Afin de limiter l'impact de la ZA sur les phénomènes de ruissellement, des mesures correctrices de type ouvrages de rétention seront mises en œuvre.

Un système de collecte séparatif sera mis en œuvre au sein du projet. En l'état actuel, le projet collecte les eaux pluviales de sa propre emprise ainsi que celles du bassin versants considérés de 2.8 ha. En l'état futur, une gestion différenciée sera mise en œuvre pour la gestion des eaux pluviales.

La gestion des eaux de ruissellement aura l'organisation suivante :

- La collecte des eaux :
 - o Pour les eaux pluviales des lots, un réseau pluvial sera mis en place,
 - o Pour les eaux de voiries, une noue sera créée et sera raccordée sur le réseau,
- La rétention : de type bassin,
- Le rejet : il sera dans le réseau de Saint-André-la-Puy (accord de la mairie),

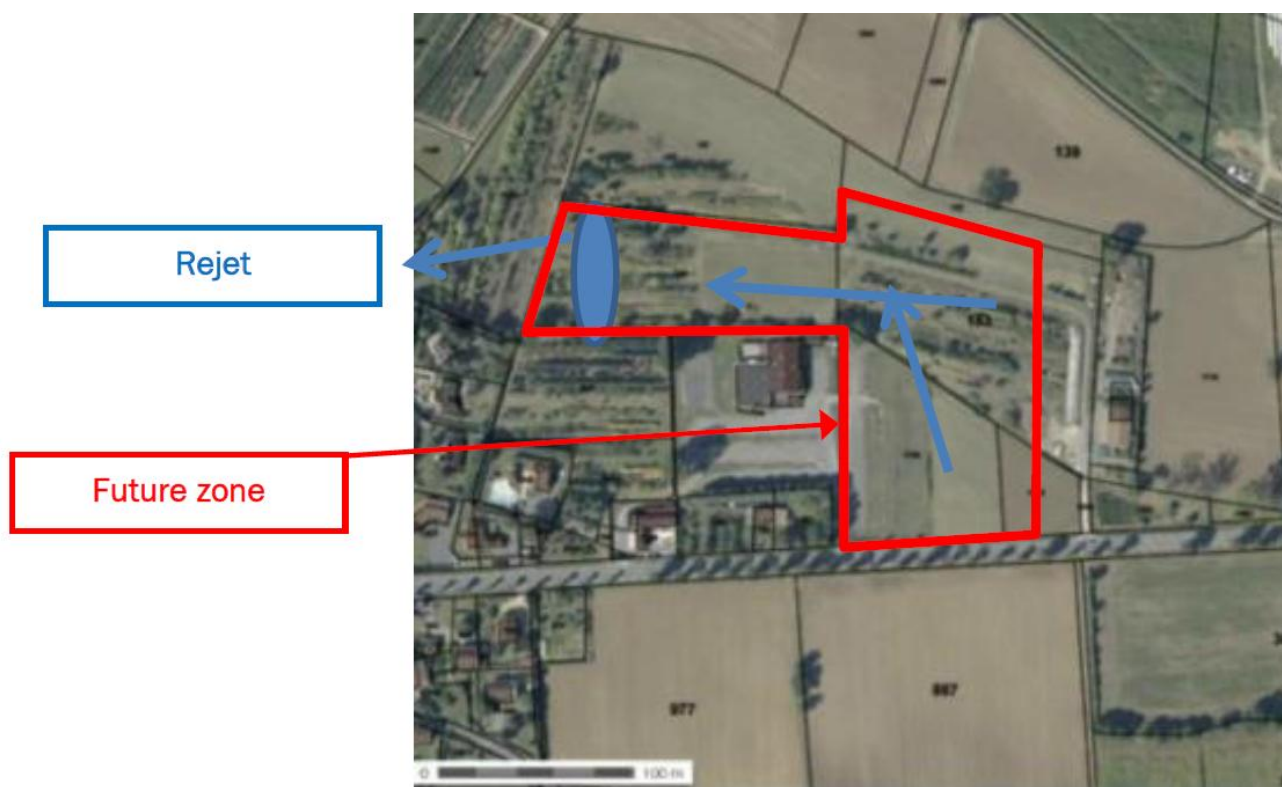


Figure 7 : Schéma de principe des eaux pluviales

Les eaux pluviales de voirie seront collectées dans des noues d'infiltration (qui sera raccordée sur le réseau créé, permettant l'infiltration des petites pluies et le ralentissement des écoulements ainsi qu'une épuration partielle.

En parallèle, un réseau pluvial collectera les eaux pluviales des lots, et l'ensemble des eaux pluviales seront dirigées vers deux bassins de rétention (la mare et un bassin qui sera créé). Ces ouvrages permettront l'écroulement des crues centennales et le respect du SDAGE Loire-Bretagne.

La mare aura deux rôles un volume utile qui servira de bassin de rétention et un volume mort qui sera en eau servira à conserver le point eau permanent actuel. De ce fait, le milieu humide sera conservé.

Afin de se conformer à la DUP des périmètres de captages, le bassin sera engazonné. (Suite à un échange pour courriel avec l'ARS, il n'est pas nécessaire de faire une étude hydrogéologique).

Débits générés et volumes de rétention

Les débits seront limités par le stockage en bassin de rétention, avec un débit de fuite de 20 L/s. Les volumes de stockage sont calculés pour la pluie centennale, comme le montrent les feuilles de calcul en annexe 3.

Les deux bassins de rétention auront donc les caractéristiques suivantes :

- débit de fuite de 20 L/s,
- volume de rétention minimum de 1 433 m³.

Ouvrages d'évacuation des débits

Le rejet au fossé sera assuré par un tuyau DN 315 mm ayant une pente de 1 pour mille. Ce tuyau raccordera le bassin de rétention au fossé. Il passera sous le chemin piéton.

Les bassins seront équipés :

De cloisons siphonides (retient les flottants),

De grilles (cube ou pyramide d'un mètre) au niveau des ouvrages de fuite (retient les gros flottants),

L'ouvrage de fuite est une canalisation DN 315 mm.

La régulation du débit sera assurée par chaque vanne posée en sortie de bassin. L'ouverture de ces vannes et donc le débit de sortie de chaque bassin sera asservie au niveau d'eau présent dans le bassin.

Les organes de surverse seront dimensionnés pour l'évacuation de la crue centennale et seront de type échancrure latérale en enrochement maçonné.

L'ouvrage de rétention crée sera dimensionné pour l'occurrence centennale dans le cas d'un raccordement sur le réseau de la rue Maurice Ravel. Ainsi, pour un événement pluvieux d'occurrence 100 ans aucune surverse n'est susceptible d'être observée. Toutefois, par mesure de sécurité (en cas de dysfonctionnement de l'ouvrage de régulation) il est prévu la mise en œuvre d'une surverse. Cette surverse (dimensionnement 30 ans) sera composée d'un fossé soit bétonné soit en enrochement de dimension hauteur 40 cm, et largeur 1 m) d'une longueur de 4 m. Au bout de ce fossé, il sera posé un regard avec une grille DN 100 mm qui sera raccordé à la sortie du bassin.

Limitation des pollutions :

Les bassins de rétention prévus devront assurer une décantation des eaux pluviales. En fond de bassin, une surface toujours en eau sera maintenue (surprofondeur en dessous du débit de fuite, de 30 cm) afin de piéger efficacement les fines y compris pour des faibles débits.

Dans un ouvrage de rétention dûment dimensionné, on peut considérer que toutes les particules de diamètre " 50 μ (vitesse de chute de 7,2 m/h) sont retenues ; dans ce cas, les abattements en pollution sont les suivants : M.E.S. " 90%, DBO5 et DCO " 75%. On admet également que 85 % des métaux lourds sont retenus (source : Ministère des Transports). En fonction des débits produits en situation future, il est possible de calculer la surface minimale que doivent présenter les bassins de rétention pour assurer une décantation satisfaisante des eaux pluviales (loi de Stockes).

Pour une pluie centennale, le débit d'entrée est de 0.707 m³/s et le débit de fuite autorisé est de 0.020 m³/s, il faut donc une surface minimum de 700 m².

Les bassins prévus ont une surface de 800 m². Les ouvrages de rétention prévus assurent donc la décantation nécessaire.

5.2.4 - L'eau potable

La commune de Bellegarde-en-Forez a transféré la compétence eau potable au SIVAP qui en a délégué la gestion à la SAUR.

L'eau distribuée provient de 3 puits situés sur la commune Saint-André-le-Puy (les Vials, l'Anzieux et la Vaure) et d'un forage (de Véange) sur la commune de Bellegarde-en-Forez. Actuellement, une concentration en nitrates est en augmentation dépassant la valeur limite autorisée. Afin de palier à cette dérogation, le SIVAP importe de l'eau des collectivités voisines (Chazelles-sur-Lyon, SIMOLY) en quantité suffisante afin de diluer les nitrates.

Les eaux sont collectées dans une bache de réunion puis refoulées vers 4 réservoirs communaux et enfin distribuées par gravité.

La future ZA des Vorzines sera desservie par une conduite en fonte DN 200 mm provenant de la rue Maurice Ravel avec un raccordement à l'arrière de la discothèque le Must sur une canalisation diamètre 110 mm.

6 / LES RAISONS POUR LESQUELLES DU POINT DE VUE DE L'INSERTION DANS L'ENVIRONNEMENT, LE PROJET SOUMIS A ENQUETE A ETE RETENU

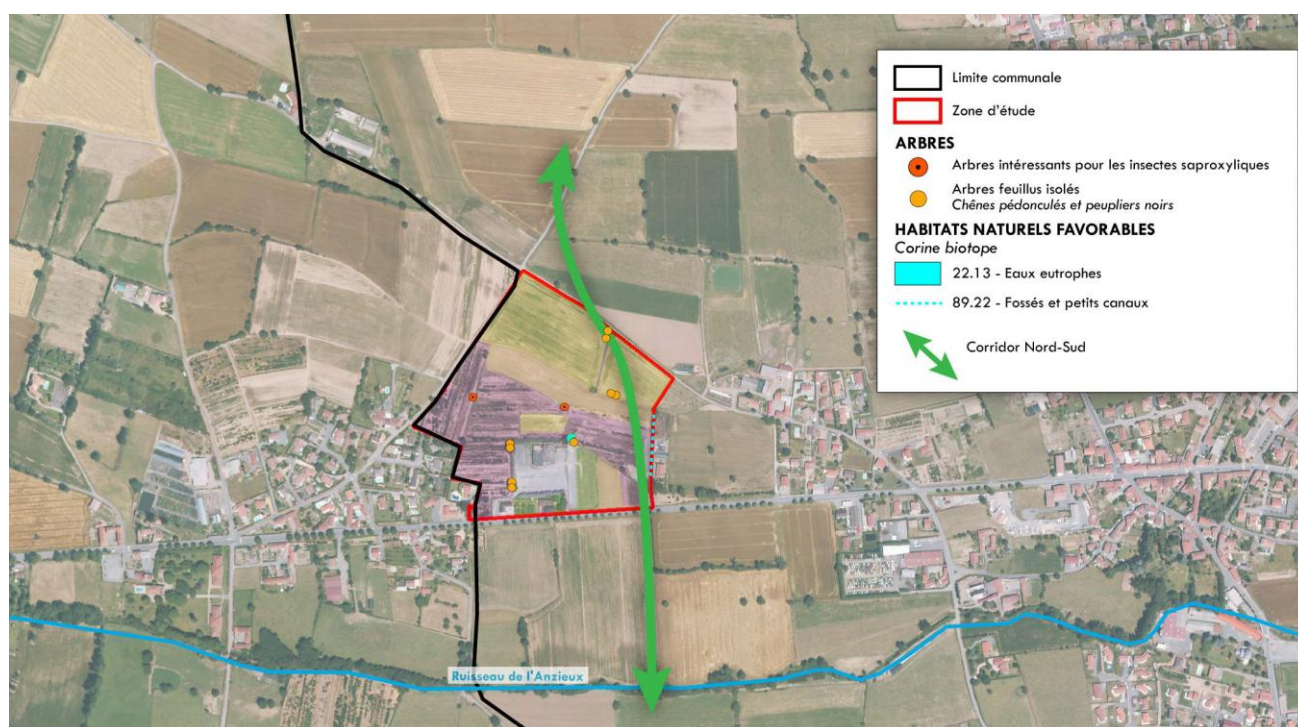
6.1 MAINTIEN D'UN CORRIDOR

Le Schéma Régional de cohérence écologique ou SRCE en cours d'élaboration pour la Région Rhône-Alpes ne signale aucun enjeu sur le secteur géographique du projet, situé en marge des grands zonages naturels. La zone d'étude se situe dans un contexte péri-urbain où les activités existantes au sud peuvent provoquer du dérangement pour la faune (nuisances sonores de la route, ponctuelles de la discothèque,...).

A plus grande échelle, elle se situe en bordure d'un espace agricole rural coupé en deux par la D1089, très fréquentée. L'occupation urbaine vient renforcer cet effet barrière. L'Est du site constitue la seule zone d'espaces ouverts non artificialisés, entre St-André-le-Puy et le bourg de Bellegarde, que peut emprunter la faune terrestre pour gagner l'ensemble des prairies du Sud de la commune.

Ce corridor est constitué des prairies et cultures allant jusqu'à la discothèque et autour des bâtiments d'exploitation de la pépinière. Ce couloir se réduit au Nord-Est du fait de l'urbanisation (exploitation agricole contiguë à des habitations).

Au niveau des milieux humides, la mare et les fossés présents sur la zone et en bordure mériteraient d'être conservés afin de maintenir des milieux relais pour la faune aquatique (libellules, batraciens...). Une attention pourrait être portée vis-à-vis de leur connectivité avec le ruisseau de l'Anzieux, au Sud.



6.2 AMENAGEMENT D'UNE HAIE CHAMPETRE ET PRESERVATION DES ARBRES

Au vu de l'étude environnementale réalisée sur le site, il s'avère que deux arbres, un frêne et un chêne pédonculé, sont plus particulièrement importants sur le site, en termes d'habitat. Ces gros arbres isolés participent à la fonctionnalité de l'écosystème local et au maintien d'un minimum d'espaces herbacés. Ces deux arbres seront donc protégés par l'outil d'espaces boisés classés indiqué au POS.

Les autres arbres repérés sont notés au sein de l'orientation d'aménagement afin de les maintenir dans la mesure du possible.

Par ailleurs, un espace boisé classé d'une largeur de 8 mètres a été créé en limite Est de la zone, afin de créer une haie champêtre multistrate, perpendiculaire à la RD 1089, accompagnant le corridor écologique.

6.3 LIMITATION DES NUISANCES AVEC LES RIVERAINS

Par rapport aux limites séparatives, le recul est de 10 mètres pour limiter les nuisances avec l'habitat existant.

6.4 AMENAGEMENT PAYSAGER

Une trame verte sera réalisée le long de la voie de desserte interne de la zone par la plantation d'arbres d'alignement. Elle rejoindra d'une part la haie champêtre multistratée réalisée en limite de zone Est, et d'autre part la haie champêtre existante au Nord de la zone en limite de parcelles 1800-139. Les clôtures seront réalisées en limite Ouest entre le lot constructible et la haie.

Un alignement d'arbres sera également réalisé le long de la RD1089, accompagné d'un espace engazonné d'une largeur de 15 mètres afin d'améliorer l'image de la zone.

Des plantations sur les espaces non bâtis seront effectuées, soit au moins un arbre pour trois places de stationnement créées, le maintien de 10 % d'espaces verts et arborés.

Les végétaux utilisés en limitant ceux allergènes, haies vives arbustives, haies arborescentes ou haies mixtes, seront de type indigène et rustique pour reconstituer à terme des haies similaires à celles rencontrées dans le paysage de la plaine du Forez.

Les plantations de "pays" devront provenir des pépinières régionales où elles auront été élevées afin de retrouver des conditions pédologiques et climatiques similaires.

6.5 PRESCRIPTIONS ARCHITECTURALES

Une unité dans l'aspect architectural est recherchée ainsi que pour les entrées de lot.

L'intégration paysagère se traduit également par un traitement architectural cohérent et harmonieux. Cette réflexion s'établit à l'échelle de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Galmier afin de parvenir à une certaine homogénéisation des zones sur l'ensemble du territoire intercommunal. La COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PAYS DE SAINT-GALMIER mènera une réflexion sur le traitement architectural des bâtiments d'activité notamment en termes de choix des teintes de façades.

6.6 CONSTRUCTIONS

Les nouvelles constructions ne pourront être autorisées que si les eaux usées sont, dans le cas de ce projet, raccordées au réseau d'assainissement existant.

La collecte des eaux usées et le raccordement au réseau doivent se faire au moyen de canalisations étanches à joints et regards étanches. Les nouveaux réseaux feront l'objet d'un test d'étanchéité. En cas de dysfonctionnement, les travaux nécessaires pour éviter les fuites d'eaux usées en direction des ressources en eau doivent être réalisés dans les meilleurs délais.

Le contrôle de la qualité de la réalisation des branchements et des réseaux ainsi que de leur étanchéité doit faire l'objet d'un procès-verbal établi par le gestionnaire du réseau.

Les résultats des tests d'étanchéité et d'inspection du réseau doivent être tenus à disposition de l'autorisation sanitaire.

Les constructions à usages commercial, artisanal, agricole ou industriel, abritant des produits pouvant porter atteinte à la qualité des eaux doivent être conçues de façon à n'induire aucun risque de pollution, tant au niveau des dépôts et stockages de ces produits, que de leurs aires de manipulation, chargement ou déchargement ; ces dernières doivent être conçues de façon à permettre la collecte de l'intégralité des produits en cas de déversement accidentel.

6.7 MARE ET FOSSE

La mare, le fossé en eau à massettes seront conservés.

6.8 LES EMISSIONS LUMINEUSES

Une attention particulière sera portée sur le choix du matériel (candélabres, lampadaires,...) et la gestion de l'éclairage public afin de privilégier des dispositifs (abat-jour, calotte ou réflecteur dirigés vers le sol) limitant les phénomènes de halos lumineux vis-à-vis des espaces environnants (habitations riveraines et milieux

naturels) et permettant des économies d'énergie tout en garantissant l'absence de zones d'ombre sur les espaces aménagés.

Le traitement qualitatif des candélabres qui seront installés le long de la voie de desserte visera à renforcer l'insertion de ces dispositifs dans le site.

6.9 PRESERVATION DES ENTREPRISES AGRICOLES OU NON

Une exploitation agricole située à proximité, a nécessité de préserver les distances d'éloignement de 100 mètres, afin de lui permettre de se développer et de limiter l'impact sur son potentiel agricole.

La pépinière, non considérée comme une exploitation agricole, est intégrée dans le projet de zone d'activités. La pépinière sera intégrée dans l'ensemble de l'activité économique de la zone et bénéficiera d'une meilleure desserte.

6.10 ENTRETIEN DES NOUES ET BASSIN

Comme le projet se situe dans un périmètre de protection éloignée (E1), les fossés, les noues, les bassins de rétention et leurs abords devront faire l'objet d'entretiens réguliers, effectués mécaniquement sans utilisation de produits chimiques ou phytosanitaires et engazonnés.

Avant rejet dans le milieu hydraulique superficiel, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être traitées par des dispositifs efficaces correctement dimensionnés et entretenus aussi souvent que nécessaire.

6.11 LE SDAGE ET LE SAGE

Le SDAGE fixe les échéances d'atteinte des objectifs d'état écologique et des objectifs d'état chimique pour chaque cours d'eau du bassin Loire-Bretagne. Une échéance d'objectif de « bon état général » en découle (échéance la moins favorable entre l'objectif d'état écologique et celui chimique).

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du bassin Loire-Bretagne approuvé en décembre 2009, prévoit en son article 3D-2 des modalités de gestion des eaux pluviales en fonction de l'hydroécorégion à laquelle appartient le projet.

La zone d'activités est située dans l'hydroécorégion de niveau 3 « Dépressions sédimentaires ». Ainsi, la zone des Vorzines relève des modalités suivantes :

« Le rejet des eaux de ruissellement résiduelles dans les réseaux séparatifs eaux pluviales puis le milieu naturel sera opéré dans le respect des débits et charges polluantes acceptables par ces derniers, et dans la limite des débits spécifiques suivants relatifs à la pluie décennale de manière à ne pas aggraver les écoulements naturels avant aménagement :

Dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie comprise entre 1 ha et 20 ha : 20 l/s au maximum ;

Dans les zones devant faire l'objet d'un aménagement couvrant une superficie supérieure à 20 ha : 1 l/s/ha.

Le SAGE Loire en Rhône-Alpes, dont le périmètre a été validé par arrêté inter-préfectoral le 19/01/2007 est actuellement en cours d'élaboration. En l'état actuel, il ne s'applique donc pas sur le périmètre de la zone d'activités. Toutefois, dans le cadre du projet il est proposé de se conformer aux prescriptions actuelles du projet SAGE.

D'après les orientations du SAGE, une régulation à 20 l/s au maximum et un dimensionnement pour un événement pluvieux de période de retour 30 ans sont imposés. Ces orientations s'avèrent en adéquation avec les prescriptions du SDAGE.

De par la nature de l'aménagement (développement d'une zone d'urbanisation dans un secteur naturel), le projet est susceptible de porter atteinte à son environnement.

Toutefois, afin de réduire les impacts quantitatifs et qualitatifs du projet sur le milieu, il est prévu la mise en œuvre de mesures compensatoires et correctrices visant à corriger ces impacts.

Grandes orientations du SDAGE Dispositions spécifiques du projet	Prise en compte dans le projet
1 – Repenser les aménagements de cours d'eau <i>notamment : 1A Empêcher toute nouvelle dégradation des milieux</i>	
2 – Réduire la pollution par les nitrates 3 – Réduire la pollution organique <i>notamment : 3D-2 Réduire les rejets d'eaux pluviales (réseaux séparatifs collectant uniquement les eaux pluviales)</i> 4 – Maîtriser la pollution par les pesticides 5 – Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses <i>Notamment : 5B-2 Réduire les émissions de substances dangereuses (décantation des eaux pluviales ayant ruisselé sur les surface potentiellement polluée)</i>	La ZA sera équipée de réseau séparatif. Les eaux usées domestiques seront traitées par une STEP existante. Les eaux pluviales seront collectées à travers une noue d'infiltration, puis elles seront tamponnées dans des bassins de rétention. Ceux-ci, de par leurs géométries retiendront les MES et les hydrocarbures (cloisons siphonides, grille). Ces bassins de rétention sont dimensionnés suivant les exigences du SDAGE
6 – Protéger la santé en protégeant l'environnement	Périmètre de protection des captages (les recommandations seront inscrites dans le permis d'aménager)
7 – Maîtriser les prélèvements d'eau	
8 – Préserver les zones humides et la biodiversité	Conservée
9 – Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	
10 – Préserver le littoral	
11 – Préserver les têtes de bassin versant	
12 – Réduire les risques d'inondation	Le projet n'est pas en zone inondable et les ouvrages sont dimensionnés suivant les pluies centennales
13 – Renforcer la cohérence des territoires et politiques publiques	
14 – Mettre en place des outils réglementaires et financiers	
15 – Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	

6.12 MESURES CORRECTIVES EN PHASE CHANTIER

Le projet se situe dans les terres, en dehors de tout lit majeur de cours d'eau. Les travaux prévus dans le secteur des Vorzines ne présentent donc aucune incidence pour le milieu récepteur.

Toutefois, une zone humide a été identifiée au droit de la mare, derrière la discothèque. Des travaux de terrassement réalisés dans le cadre de l'opération conduiront à décaper sur une partie du projet la terre végétale et la végétation qui s'y est développée risquant ainsi de créer un transfert de pollution vers la zone humide.

De plus, la circulation d'engins de chantier et l'emploi de certains matériaux de construction (laitances de béton notamment) pourraient conduire également à un transfert de polluants vers cette zone protégée.

L'organisation de chantier et le phasage des travaux permettront de limiter le risque de dégradation de la zone humide durant la phase chantier.

Lors de la sélection des offres, le critère « mesures environnementales prévus sur le chantier » sera un critère principal. Lors du chantier, nous obligerons l'entreprise à mettre en place une zone étanchée sur laquelle seront stockés les déchets par type et les matériaux afin de réduire le risque de pollution.

6.13 AMBROISIE

En cours de chantier l'entreprise devra assurer un suivi de l'ambroisie en remplissant la fiche ci-dessous :

PRÉVENIR
ET DÉTRUIRE
L'AMBROISIE

PLAN D'INTERVENTION

à découper, photocopier et afficher dans le bureau du responsable de la lutte contre l'ambrosie sur le chantier

CHANTIER

CHEF DE CHANTIER

RESPONSABLE AMBROISIE

PÉRIODE	ACTIONS	ACTIONS EFFECTUÉES		DATES/REMARQUES
DÉBUT DE CHANTIER	• Présence de l'ambrosie sur le lieu du chantier l'été précédent,	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Présence de l'ambrosie au démarrage du chantier	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Sensibilisation du personnel de chantier aux problèmes causés par l'ambrosie et aux moyens de lutte	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Adaptation du calendrier des travaux aux moyens de luttés	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Refus d'apport et d'exportation de matériaux suspects ou contaminés	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Préservation du couvert végétal pendant le chantier	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Lavage des engins et des outils avant leur utilisation sur les zones non infestées	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Arrachage de l'ambrosie avant sa floraison (de préférence en fin de croissance végétative). Port des gants pour l'arrachage recommandé	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Fauchage de l'ambrosie avant sa floraison	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Désherbage chimique de l'ambrosie	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
COURS DE CHANTIER	• Installation de géotextile	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Préservation du couvert végétal existant	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Refus d'apport et d'exportation de matériaux suspects ou contaminés	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Stimulation de la croissance des végétaux concurrents	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Arrachage, fauchage ou désherbage de l'ambrosie présente	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
FIN DE CHANTIER	• Refus d'apport et d'exportation de matériaux suspects ou contaminés	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Installation de géotextile ou de paillis bloquant la végétation	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Végétalisation des sols dénudés, stocks de terre et remblais	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Arrachage, fauchage ou désherbage de l'ambrosie présente	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON
	• Contrôle de la présence d'ambrosie après la fin du chantier	<input type="checkbox"/>	OUI	<input type="checkbox"/> NON

A l'issue des travaux, les abords des sites d'intervention seront remis en état, notamment par une végétalisation de l'ensemble des espaces remaniés (talus) au moyen d'essences appropriées, afin de limiter l'expansion des plantes envahissantes indésirables comme le robinier ou l'ambrosie.

Ces techniques reposent sur deux objectifs principaux :

- supprimer les causes de son développement en privilégiant un calendrier de travaux intégrant le cycle de croissance végétale de l'ambrosie dans la programmation des aménagements et dans l'entretien futur des talus de la voie de desserte du site. Par exemple, le phasage du chantier devra éviter d'occasionner la mise à nu du sol sur des périodes importantes au printemps et en été. Selon le phasage du projet, il est également important que la végétalisation des talus intervienne très tôt au printemps (avril) avant l'installation des plantules d'ambrosie.

- favoriser la croissance des végétaux concurrents de l'ambrosie par la végétalisation préalable des surfaces remaniées à l'aide d'espèces végétales permettant un recouvrement rapide comme les ray grass ou d'autres espèces comme le trèfle blanc, le trèfle rouge, le lotier, la fétuque élevée, la fétuque demi-traçante et le pâturin des prés,....

7/ INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

7.1 TEXTES REGISSANT L'ENQUETE

Le Code de l'expropriation pour cause d'Utilité Publique modifié par le décret n° 85-453 du 23 avril 1985, notamment les articles L 11.1 à L 11.7.

7.2 INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE

LE PROJET AVANT L'ENQUETE

Le projet d'aménagement de la zone les Vorzines sur le territoire de BELLEGARDE EN FOREZ, a été décidé par une délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes Pays de Saint-Galmier.

OBJET ET CONDITIONS DE L'ENQUETE

L'enquête permet de porter le projet d'aménagement envisagé à la connaissance du public pour qu'il fasse part de ses observations, notamment sur les registres prévus à cet effet. L'enquête est mise en œuvre selon les dispositions du Code de l'expropriation en application des dispositions des articles L.11-1 et R.11-3 du Code de l'expropriation.

Elle porte sur le projet d'aménagement de la zone les Vorzines sur le territoire de la commune de BELLEGARDE EN FOREZ tel que présenté au dossier et dont la réalisation doit être déclarée d'utilité publique en application de l'article R.11.1.3. du Code de l'expropriation.

L'enquête parcellaire sera effectuée conjointement à l'enquête d'utilité publique.

Désignation du commissaire enquêteur :

L'enquête est menée par un commissaire enquêteur ou une commission d'enquête désigné(e) par le Président du Tribunal Administratif ou son représentant. L'ouverture de la procédure d'enquête publique sera sollicitée par la commune de BELLEGARDE EN FOREZ.

Ainsi, conformément à l'article R. 11-4 du code de l'expropriation et à l'article R. 123-5 du code de l'environnement, le Préfet de la Loire saisit, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête le Président du Tribunal Administratif.

Dès la désignation du ou des commissaires enquêteurs, le Préfet de la Loire compétent pour ouvrir et organiser l'enquête adresse au commissaire enquêteur, ou aux membres de la commission d'enquête, suppléant (s) compris, une copie du dossier complet soumis à enquête publique et, lorsqu'il est disponible sous cette forme, une copie numérique de ce dossier.

Décision d'ouverture

Le préfet, après consultation du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête, précise par arrêté :

1° L'objet de l'enquête, la date à laquelle celle-ci sera ouverte et sa durée qui ne peut être inférieure à trente jours ;

2° Les heures et le lieu où le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet. Ce registre, à feuillets non mobiles, est coté et paraphé par le commissaire enquêteur, le président de la commission d'enquête ou l'un des membres de celle-ci.

Le Préfet publie un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis est publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés, dans chacune des communes désignées par le préfet. Cette désignation porte au minimum sur toutes les communes sur le territoire desquelles l'opération doit avoir lieu. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire et est certifié par lui.

Déroulement de l'enquête

L'enquête s'ouvrira à la mairie de la commune de BELLEGARDE EN FOREZ sur le territoire de laquelle l'opération est projetée. Tous documents, plans et maquettes établis par l'expropriant peuvent préciser les opérations projetées.

L'arrêté du préfet peut, en outre, ordonner le dépôt pendant le délai et à partir de la date fixés à l'article R. 11-4 du code de l'expropriation, dans chacune des mairies des communes qu'il désigne à cet effet, d'un registre subsidiaire sur feuilles non mobiles, coté et paraphé par le maire, et d'un dossier sommaire donnant les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants.

Pendant le délai fixé à l'article R. 11-4, les observations sur l'utilité publique de l'opération peuvent être consignées par les intéressés directement sur les registres d'enquête. Elles peuvent également être adressées par écrit, au lieu fixé par le préfet pour l'ouverture de l'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête, lequel les annexe au registre mentionné à l'article précité.

Il en est de même pour les observations qui seraient présentées par les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie territoriales et les chambres de métiers et de l'artisanat de région.

Indépendamment des dispositions qui précèdent, les observations faites sur l'utilité publique de l'opération sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un des membres de la commission d'enquête aux lieux, jours et heures annoncés à l'avance, lorsque l'arrêté prévu à l'article d'ouverture d'enquête en a ainsi disposé.

A l'issue de l'enquête publique

A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête sont clos et signés, selon le ou les lieux du dépôt, par le préfet, le sous-préfet ou le maire, puis transmis dans les vingt-quatre heures, avec le dossier d'enquête, au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

Le commissaire enquêteur ou la commission examine les observations consignées ou annexées aux registres et entend toutes personnes qu'il paraît utile de consulter ainsi que l'expropriant s'il le demande.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête rédige des conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à l'opération. Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet le dossier avec ses conclusions soit au préfet si l'enquête est ouverte à la préfecture, soit au sous-préfet dans les autres cas. Le dossier est transmis, le cas échéant, par le sous-préfet au préfet avec son avis. Ces opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé dans l'arrêté du préfet visé à l'article R. 11-4 du code de l'expropriation.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire enquêteur ou la commission énonce ses conclusions motivées est déposée à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête ainsi que dans les communes qui ont fait l'objet de la désignation prévue à l'article R. 11-4 du code de l'expropriation. Une copie du même document est, en outre, déposée dans les sous-préfectures et préfectures des départements où se trouvent ces communes. Le rapport du commissaire enquêteur restera à la disposition du public à la Mairie de BELLEGARDE EN FOREZ ainsi qu'à la préfecture de la Loire pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

La déclaration d'utilité publique

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur, le Préfet du Département de la Loire pourra prendre un arrêté déclarant l'utilité publique de l'opération relative au dossier mis à l'enquête et déclarant cessibles les parcelles concernées pour les besoins de l'opération.

L'acte déclarant l'utilité publique doit intervenir au plus tard un an après la clôture de l'enquête préalable.

L'acte déclarant l'utilité publique précise le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée. Ce délai ne peut, si la déclaration d'utilité publique est prononcée par arrêté, être supérieur à cinq ans.

En cas de contestation, l'acte déclaratif d'utilité publique pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Au-delà de la déclaration d'utilité publique

La recherche d'accords amiables sera privilégiée. Toutefois, à défaut, la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, conduite conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, sera engagée pour permettre le transfert de propriété par ordonnance d'expropriation et la fixation des indemnités par voie judiciaire.

La procédure d'expropriation se décompose en deux phases :

PHASE ADMINISTRATIVE	PHASE JUDICIAIRE
Enquête préalable à la D.U.P.	Ordonnance d'expropriation
Enquête parcellaire	Fixation des indemnités par le juge de l'expropriation
Déclaration d'Utilité Publique	Païement ou consignation
Arrêté de Cessibilité	Prise de possession

L'évaluation des immeubles concernés par l'emprise a été réalisée par France Domaine du Département de la Loire.

COMPOSITION DU DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A LA D.U.P.

Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique est composé de :

- la présente notice explicative,
- l'appréciation sommaire des dépenses à réaliser,
- le plan de situation,
- le plan général des travaux,
- les caractéristiques des ouvrages les plus importants.

8 / CONCLUSION

En conséquence, il est demandé à Madame la Préfète du Département de la Loire de bien vouloir ordonner conjointement :

- L'ouverture de l'enquête préalable à la D.U.P. (Déclaration d'Utilité Publique) relative à l'aménagement de la zone d'activités les Vorzines sur le territoire de la commune de BELLEGARDE EN FOREZ.
- L'ouverture de l'enquête parcellaire du projet dont le dossier sera déposé simultanément, en vue de délimiter exactement les immeubles à acquérir pour la réalisation dudit projet.